

# TENDANCES PROSPECTIVES

[ SOCIÉTÉ ]



## RAPPORTS HOMMES/FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

Décryptage - Tendances - Interviews - Initiatives

Anne-Caroline JAMBAUD

L'égalité d'accès à la ville pour les femmes et les hommes est devenue un indicateur majeur de l'évaluation de la qualité des espaces urbains.

Seuls 2% des noms de places et de rues en France sont attribués à une femme.

100% des femmes ont subi au moins une fois un harcèlement sexiste ou sexuel dans les transports en commun.

De façon contre-intuitive, la ville durable et sans voiture pénalise les femmes.

# SOMMAIRE

<b>DÉCRYPTAGE</b> .....	<b>p.3</b>
La ville, faite par et pour les hommes .....	p.3
Le poids des traditions culturelles et religieuses dans la répartition genrée de l'espace urbain...	p.3
Une occupation genrée de l'espace public .....	p.5
L'espace public : un danger pour les femmes.....	p.5
Des mobilités sexuées .....	p.6
L'invisibilité des femmes dans l'espace public : 2% de rues portent des noms de femmes .....	p.7
<b>TENDANCES</b> .....	<b>p.8</b>
1- Un urbanisme plus conscient des usages différenciés de la ville .....	p.8
2- Des aménagements, des équipements et une signalétique plus inclusifs .....	p.9
3- Des équipements polyvalents favorisant le multi-usage .....	p.10
4- Le retour du débat sur la non-mixité .....	p.11
5- La généralisation du <i>gender mainstreaming</i> .....	p.12
6- Pour une ville du « libre ensemble », inclusive et solidaire .....	p.13
<b>INTERVIEWS</b> .....	<b>p.14</b>
<b>Pascale Lapalud</b> , urbaniste et designeuse, co-fondatrice et présidente de <i>Genre et ville</i> .....	p.14
<b>Yves Raibaud</b> , spécialiste de la géographie du genre et enseignant-chercheur à l'Université Bordeaux-Montaigne.....	p.21
<b>INITIATIVES</b> .....	<b>p.29</b>
<b>Villeurbanne</b> : un plan municipal d'actions pour l'égalité des hommes et des femmes .....	p.29
<b>Rillieux-la-Pape</b> : des marches de femmes .....	p.29
<b>Auvergne Rhône-Alpes</b> : les journées du mariage .....	p.30
<b>Le Sytral contre le harcèlement sexiste</b> .....	p.30

## LA VILLE, FAITE PAR ET POUR LES HOMMES

Depuis une trentaine d'années (dans les pays anglo-saxons, plus récemment en France), l'approche par genre s'est développée et concerne aussi la question de l'égalité d'accès à la ville et d'occupation et d'appropriation des espaces publics.

Progressivement, une prise de conscience s'est faite que les villes ont été imaginées et construites par et pour les hommes. Les villes, en tant que lieux physiques mais aussi en tant qu'espaces symboliques du pouvoir social, économique, culturel et politique sont depuis toujours aux mains des hommes. Les villes ne sont que 16 % à être administrées par une maire, 7,5 % pour les intercommunalités(1). Cette faible présence des femmes a certainement une incidence dans les choix d'investissement, les modes de fonctionnement, les types d'aménagements ou encore les arbitrages budgétaires.

La conception des villes, mais aussi, plus largement, l'aménagement du territoire, ont été pensés par des hommes, sans prise en compte des spécificités des différents usages de la population.

C'est ainsi que le Corbusier avait conçu une figure humaine abstraite idéale, Modulor (mot-valise association module et nombre d'or), d'une hauteur de 1,83 m –taille d'une personne de sexe masculin donc– afin de donner la mesure pour produire l'urbain et les unités d'habitation.

De même, la logique de planification des villes privilégie la technique et les infrastructures au lieu de partir des usages. La grande

majorité des concepteurs de la ville, telle que nous la connaissons actuellement sont des hommes. En 30 ans seules deux femmes ont été lauréates du Grand Prix de l'urbanisme. « *La grande majorité des concepteurs de nos villes sont des hommes, ils ont créé nos lieux de vie et imprimé leur marque sur la fabrique de la ville* » estime Sybil Cosnard, directrice de City Link, agence de stratégie urbaine (2). Ce rapport différencié à l'espace est en large mesure justifié par le poids des traditions et la persistance des stéréotypes de genre : aux femmes, qui seraient assignées aux tâches domestiques à l'intérieur du foyer, l'espace privé. Aux hommes, qui auraient la responsabilité de faire vivre la famille en allant travailler à l'extérieur, l'espace public. Ces injonctions sont en partie intériorisées par les femmes elles-mêmes, même si elles se dégagent aujourd'hui de plus en plus de l'emprise d'un espace privé qui a longtemps contribué à leur infériorisation sociale.

« *Les temporalités et les usages des femmes et des hommes dans la ville répondent à la traditionnelle répartition des tâches : aux hommes l'espace public, aux femmes la sphère privée* » rappelle Geneviève Fraise (3).

Mais au-delà de la dichotomie entre hommes et femmes, le géographe Yves Raibaud estime que « *la ville fonctionne sur l'hétéro norme ; il faut voir que la norme n'est pas seulement masculine mais hétérosexuelle et virile* »(4).

- (1) Chiffres clés de l'égalité femmes/hommes 2016, ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes - <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/publications/droits-des-femmes/egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/vers-legalite-reelle-entre-les-femmes-et-les-hommes-les-chiffres-cles-lessentiel-edition-2016/>
- (2) Sybil Cosnard, *L'urbanisme, vecteur d'inégalités ?* Conférence TEDxChampsElyseesWomen, 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=v6RZ4Nx41hQ>
- (3) Citée dans le Guide référentiel *Genre & Espace public*, Mairie de Paris, octobre 2016
- (4) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)

## LE POIDS DES TRADITIONS CULTURELLES ET RELIGIEUSES DANS LA RÉPARTITION GENRÉE DE L'ESPACE URBAIN

La question du rapport hommes/femmes dans l'espace public n'est pas qu'une question d'aménagement urbain. Elle pose aussi le problème de la ségrégation entre hommes et femmes pour raisons culturelles ou religieuses.

Les récentes polémiques sur les espaces publics devenus hostiles aux femmes, ces « no-go zones » où règnent sexisme et harcèlements de rue (comme les bars de Sevran ou les rues de La Chapelle) soulignent que la question est plus complexe et percute

également des problématiques culturelles et religieuses ainsi qu'un enjeu de laïcité. Le repli dans la sphère domestique des femmes de certaines communautés culturelles ou religieuses, ainsi que port du voile ou de la burka dans le cas de la religion musulmane accentuent invisibilité des femmes dans l'espace public.

Le rapport à l'espace public et à l'espace privé est différent selon les cultures et les religions. L'espace domestique étant –de façon quasi exclusive– celui des femmes dans les cultures nord-africaines, les hommes désertent le foyer en journée et stationnent entre eux dans l'espace public (toute la journée s'ils sont sans emploi, le phénomène est donc accru par le chômage et les difficultés sociales). Ils se retrouvent en grappes dans certains espaces publics comme des abords de stations de métro ou se retrouvent dans des cafés qui peuvent devenir 100 % masculins. On peut qualifier de communautariste ce phénomène de masculinisation puisqu'il aboutit à la constitution d'une communauté fermée. *« Dans les cafés, il s'agit bien de communautarisme, parce que ceux qui ne sont pas membres de cette communauté musulmane et masculine ne sont pas les bienvenus. Le communautarisme évite à tout prix la possibilité de mixité sociale »* explique S. Romi Mukherjee docteur en histoire des religions à l'université de Chicago (1). Des féministes maghrébines, laïques, luttent contre la masculinisation ou la « bledisation » de l'espace public comme La Brigade des mères à Saint-Denis ou le collectif Place aux femmes à Aubervilliers.

Ce phénomène de masculinisation qui peut s'accompagner de harcèlement vis-à-vis des femmes dans certaines zones suscite régulièrement des réactions éruptives dans l'opinion publique. Ces réactions vont de la dramatisation (« zones de non-droit », « territoires perdus de la République », etc.) avec un risque de récupération politicienne, au déni, de peur, précisément, de faire le jeu des

extrémistes politiques. *« Le fait que les agresseurs de femmes appartiennent à une population élevée au rang de victime absolue, fait que leur transformation en bourreau paralyse le discours politique et l'action publique »* estime Céline Pina, ancienne conseillère régionale Île de France (2). À l'occasion de la polémique sur le harcèlement dans le quartier de La Chapelle, les militantes de Femen ont produit un communiqué pour dénoncer ce phénomène : *« Quelle que soit la taille des territoires concernés, il n'est acceptable nulle part que les femmes puissent être exclues (ou doivent s'exclure par mesure de sécurité) de l'espace public. Si cette assertion fait semble-t-il consensus au sein du débat national, il n'est pas non plus tolérable qu'une partie de la "gauche" fasse preuve de cécité, de déni et même de mauvaise foi, quand les hommes visés sont issus de population d'origine étrangère (ou même simplement étrangers). Il est contre productif de brader les droits des femmes sous le faux prétexte de combattre le racisme et l'extrême droite »*.

Comme le souligne Yves Raibaud (3), les mouvements MeToo et Balance ton porc soulignent que le harcèlement des femmes est un phénomène qui dépasse bien sûr très largement les populations habituellement stigmatisées, « arabes, noirs, migrants ». *« Dans Balance ton porc ou Me Too, tous les hommes sont concernés, représentés par les plus visibles, les blancs, les forts, les riches qui sont balancés. Du coup, il n'y a pas d'équivoque là-dessus : ce sont les dominants. Quand c'est la porte de la Chapelle ou la nuit du premier de l'An à Cologne, c'est trouble parce qu'on mêle sexisme et racisme, en accusant pêle-mêle les arabes, les noirs, les migrants. L'affaire de la porte de la Chapelle (harcèlement de rue dans un quartier d'immigration) est contrebalancée par l'affaire Weinstein et Balance ton porc et montre que la domination et la violence masculine sont des phénomènes universels »*.

- (1) Interview de S. Romi Mukherjee - <https://www.millenaire3.com/Interview/la-france-face-aux-communautarismes>
- (2) Céline Pina, auteure de *Silence coupable* (éditions Kero), dans un entretien au Figaro du 19/05/17
- (3) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)

## UNE OCCUPATION GENRÉE DE L'ESPACE PUBLIC

Le poids des normes de genre sur les pratiques urbaines au quotidien est très important, et cela, dès la cour de récréation de la maternelle.

Comme l'a mis en évidence la géographe Edith Maruéjols (1), les petites filles (et avec elles les enfants « non conformes » comme ceux en surpoids par exemple) se serrent dans les recoins de la cour de récréation. Dans le même temps, les garçons occupent tout l'espace central, généralement octroyé à un terrain de foot ou dédié à des activités permettant de se défouler, soit des activités considérées comme masculines.

Or il y a un enjeu déterminant à agir sur les stéréotypes de genre dès l'école car « *ne pas interroger le partage de la cour d'école donne une légitimité aux garçons dans leur vie d'adulte pour occuper les espaces publics, mais aussi l'espace politique et citoyen* » estime la géographe (2).

L'usage de l'espace public répond à des codes sexués. Les hommes et les femmes ne se déplacent pas de la même façon dans la ville, n'utilisent pas les mêmes lieux, n'y ont pas les mêmes rôles, ne sont pas exposés aux mêmes difficultés.

Le géographe Yves Raibaud observe ainsi que « *les hommes apprennent dès leur enfance à percuter, à aller sur une ligne droite, et les femmes à éviter. Une femme qui croise un homme sur le trottoir aura tendance à faire un pas de côté pour le laisser passer. L'homme considérera qu'il a le droit d'aller*

*tout droit. On le voit aussi dans les couloirs de piscine* » (3). Ce comportement a pour nom le *manspreading*, quand le masculin prend toute la place, physique et symbolique. Autre distinguo intéressant : alors que les hommes stationnent volontiers dans l'espace public, à l'image du « flâneur » décrit par Walter Benjamin, les femmes s'arrêtent plus rarement, et pas seulement faute de temps car elles continuent à exercer les tâches domestiques, et exercer le rôle d'accompagnant. C'est aussi que dans l'inconscient collectif, une femme à l'arrêt dans l'espace public est une prostituée. « *La posture du flâneur est légitime pour l'homme ; en revanche, les femmes sont plutôt dans l'espace privé et quand elles sont dans l'espace public, elles sont disponibles : ce sont les prostituées. Cette différence de posture reste présente aujourd'hui et fait que les femmes dans l'espace public adoptent une certaine attitude, de crainte d'être interpellées, qu'il leur arrive quelque chose. L'origine est là : les femmes ne se sentent pas légitimes dans l'espace public.* » estime Pascale Lapalud de *Genre et Ville* (4).

« *Les femmes n'ont pas l'insouciance des hommes* » résume l'ethno-urbaniste Marie-Christine Bernard-Hohm (5). Errer au gré de ses envies, flâner, reste l'apanage des hommes. Les femmes ont développé une vision utilitariste de la ville et se déplacent généralement d'un point à un autre, par exemple pour une course ou un accompagnement.

- (1) Edith Maruejols, *Loisirs des jeunes dans le secteur public : comment éviter l'exclusion des filles ? Dans Mixité, parité, genre dans les métiers de l'animation*, L'Harmattan, 2006
- (2) Edith Maruejols, « La ville comme espace genré », entretien paru dans *Observatoire du design urbain*. <https://obs-urbain.fr/ville-espace-genre-entretien-edith-maruejols/>
- (3) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)
- (4) Cf. Entretien avec Pascale Lapalud (p.15)

## L'ESPACE PUBLIC : UN DANGER POUR LES FEMMES

Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public reste très ancré. Une étude de l'INSEE de 2015 rappelle que 25 % des femmes de 18 à 29 ans ont peur dans la rue, 20 % sont injuriées au moins une fois par an et 10 % subissent des baisers ou des caresses qu'elles ne désirent pas. Dans certains secteurs, comme en Seine-Saint-Denis, le chiffre d'insécurité grimpe à 78 % (1). Un rapport du haut conseil à

l'égalité entre les femmes et les hommes publié en avril 2015 (2) a suscité un véritable électrochoc en révélant que 100 % des utilisatrices de transport en commun interrogées disent avoir subi au moins une fois dans leur vie, des violences sexistes et sexuelles. L'espace public est potentiellement un lieu d'agression pour les femmes qui ont intériorisé une sorte d'interdit social d'être là. Un conditionnement lié à l'éducation (famille,

école, institutions) leur a fait admettre que leur place n'est pas à l'extérieur et que l'espace public est dangereux pour elles. Il en résulte une « *auto-restriction du droit à la ville des femmes* » selon l'expression de la sociologue Marylène Lieber (3). Ainsi, passée une certaine heure, les femmes sont beaucoup moins présentes dans l'espace public.

La persistance du harcèlement de rue, qui va du simple commentaire « relou » à l'agression physique ou sexuelle, contribue largement à ce sentiment d'insécurité. De même que la surreprésentation des hommes dans l'espace public, qui y séjournent quand les femmes ne font qu'y passer. C'est notamment le cas dans certains quartiers – par exemple celui de La Chapelle-Pajol lieu d'une vive polémique – où les hommes s'agrègent dans l'espace public et stationnent en groupe et en

masse renforçant le sentiment de vulnérabilité des femmes qui doivent traverser ces espaces.

Des enquêtes, menées par l'Université et la Communauté urbaine de Bordeaux, ainsi que d'autres plus localisées, ont montré que, dans la rue, les femmes mettent en place des stratégies d'évitement qui portent sur l'itinéraire qu'elles adoptent (elles font des détours pour contourner des zones perçues comme à risque) ou sur la tenue qu'elles portent (baskets aux pieds et talons dans le sac) (4). De façon plus générale, les femmes doivent faire face à des empêchements tellement intégrés qu'ils leur paraissent évidents, tels que éviter de circuler la nuit dans certains quartiers, se vêtir de façon à ne pas se faire remarquer, optimiser les déplacements entre vie professionnelle et vie domestique, ne pas stationner trop longtemps dans l'espace public, etc.

- (1) *Victimation et sentiment d'insécurité en Île de France* (enquête 2015 commandée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme)
- (2) Avis du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes sur le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun, avril 2016 - [www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violences-de-genre/actualites/article/avis-du-hcefh-relatif-au](http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violences-de-genre/actualites/article/avis-du-hcefh-relatif-au)
- (3) Marylène Lieber, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Presses de Sciences Po, 2008
- (4) L'usage de la ville par le genre, une coproduction a-urba – ADES-CNRS, 30/06/2011 - <https://www.aurba.org/wp-content/uploads/2017/02/usagedelavilleparleggenre.pdf>

## DES MOBILITÉS SEXUÉES

En dépit d'une évolution générale qui va dans le sens d'un partage plus équitable du travail domestique entre femmes et hommes, les femmes assument toujours l'essentiel des tâches du foyer et la plupart des fonctions du « care » (le soin et l'accompagnement), alors même qu'elles sont massivement entrées sur le marché du travail rémunéré. Cette double fonction privée/publique se traduit par des rapports à l'espace urbain nécessairement plus intenses, complexes et variés que ceux des hommes. Elles ont des chaînes de mobilité emmêlées pour relier l'école, la garderie, le travail, le supermarché, le pédiatre, etc.

Par ailleurs, les femmes se déplacent plus à pied ou en transport en commun et font plus fréquemment des déplacements courts en raison de leur implication plus forte dans les tâches domestiques. C'est ainsi qu'améliorer la qualité des transports en commun et proposer des arrêts à la demande le soir pour se rapprocher le plus possible de son

domicile (comme c'est le cas à Nantes) constituent des actions publiques adaptées aux pratiques effectives des femmes.

Autre caractéristique de la mobilité des femmes : elles sont régulièrement empêchées par des « murs invisibles » comme le montre le géographe Guy Di Méo (1). On voit dans ses cartographies de la mobilité des femmes des discontinuités, des endroits infranchissables, des zones de non droit, des évitements, souvent motivés par des raisons de sécurité. Enfin, de façon un peu contre-intuitive, la ville durable pénalise les femmes. D'une part l'utilisation du vélo (qui chute à la naissance du deuxième enfant chez les femmes... mais pas chez les hommes) ne protège pas les femmes du harcèlement. D'autre part la ville sans voiture peut être préjudiciable aux femmes car la voiture est perçue comme un cocon qui les protège, surtout la nuit, et parce que les femmes ont des trajets plus discontinus ou plus complexes. C'est ainsi qu'Yves Raibaud rapporte une étude faite à

Montréal, sur un quartier résidentiel, avant et après la mise en place de la piétonisation. « *Il ressort que les mères de famille consacrent entre une demi heure et trois quarts*

*d'heure de plus de temps de vie par jour en accompagnements* » lorsqu'elles sont ainsi privées de la proximité de leur voiture (2).

- (1) Guy Di Méo, *Les murs invisibles. Femmes, genre et géographie sociale*, Paris, Armand Colin, 2011
- (2) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)

## L'INVISIBILITÉ DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC : 2% DE RUES PORTENT DES NOMS DE FEMMES

L'espace public offre peu d'occasions de valoriser les femmes. Alors que l'affichage urbain arbore régulièrement des pubs sexistes voyantes, la ville célèbre très peu ses femmes illustres, qui pourraient être inspirantes pour de nouvelles générations. Une rue qui porte le nom d'une femme permet de faire connaître une femme célèbre, mais aussi de montrer, symboliquement, que la rue est un espace pour les femmes. En 2014, une enquête de l'ONG féministe Soroptimist dévoilait que sur les 63 500 rues françaises seulement 2 % portent le nom d'une femme (1). Les plus citées : Jeanne d'Arc, l'aviatrice Hélène Boucher puis la romancière George Sand. De même, sur les 302 stations que compte le métro parisien, la station Louise-Michel est la seule à rendre hommage à une femme.

En 2016, constatant que seules 100 rues portaient un nom de femme, pour 1 000 portant celui d'un homme, Nantes a lancé un appel citoyen pour choisir de grandes figures féminines qui pourraient donner leur nom à une rue, place ou avenue de la ville. Nantes pioche désormais dans un réservoir de 380 noms de femme pour baptiser ses nouveaux espaces publics (2).

Mais obtenir la parité dans l'espace public reste un objectif a priori inaccessible tant les difficultés administratives et les freins sont forts pour débaptiser une rue existante. Reste la possibilité de donner des noms de femme à de nouvelles voies, dans les périphéries. « *Si beaucoup de villes ont des*

*vellités de féminisation des noms de rues et de places elles se heurtent à de nombreux obstacles, et les femmes héritent rarement des sites centraux, mais plutôt des petites rues, voire des impasses* » rappelle Pascale Lapalud (3). C'est ainsi qu'à Villeurbanne, où 3,6% des rues honorent une femme, il a été décidé de nommer toute nouvelle artère dans le respect du principe d'égalité entre les femmes et les hommes (4). Mais cette politique a des effets limités puisque les rues, voies et places nouvelles à baptiser sont très peu nombreuses dans cette ville déjà densément urbanisée.

L'association HF qui prône l'égalité hommes/femmes dans les domaines de la culture est à l'initiative des Journées du matrimoine visant à mettre en lumière l'héritage culturel, bien plus conséquent qu'il n'y paraît, qui a été créé, dessiné, peint, sculpté par des femmes. « *Notre héritage culturel est constitué de notre patrimoine (ce qui vient de nos pères) et de notre matrimoine (ce qui vient de nos mères). En réhabilitant le mot de matrimoine, le mot comme les femmes qui le composent, nous nous réapproprions l'héritage culturel qu'on nous vole : compositrices, conteuses, plasticiennes, etc.* » explique l'association (5). Chaque année pendant les Journées du patrimoine du troisième week-end de septembre l'association met en valeur le « matrimoine » que nous devons à des femmes architectes, artistes, etc. trop souvent méconnues.

- (1) [https://union.soroptimist.fr/uploads/union/mcfile/Doc\\_2014/NOMS\\_de\\_RUES\\_vd-1.pdf](https://union.soroptimist.fr/uploads/union/mcfile/Doc_2014/NOMS_de_RUES_vd-1.pdf)
- (2) <https://www.nantes.fr/rues-nantaises>
- (3) Cf. Entretien avec Pascale Lapalud (p.15)
- (4) [http://www.villeurbanne.fr/plan\\_actions\\_egalite\\_femmes\\_hommes\\_villeurbanne\\_nov\\_2015.pdf](http://www.villeurbanne.fr/plan_actions_egalite_femmes_hommes_villeurbanne_nov_2015.pdf) - <https://www.20minutes.fr/lyon/1558303-20150309-villeurbanne-maire-promet-davantage-parite-rue>
- (5) <https://www.hfauvergnernhonealpes.org/nos-actions/matrimoine/>

## UN URBANISME PLUS CONSCIENT DES USAGES DIFFÉRENCIÉS DE LA VILLE

Finis le temps – espérons-le – où les villes étaient conçues uniquement par des hommes, à partir de schémas directeurs conçus en surplomb, faisant fi des problématiques concrètes des habitants. « *La création de villes nouvelles comme Evry ou Cergy-Pontoise a été décidée, dans les années 60, par des hommes qui représentaient l'État et qui concevaient leurs plans à partir du survol de l'Île de France en hélicoptère et la multiplication des schémas directeurs* » se souvient l'urbaniste Sybil Cosnard (1). Progressivement, la prise de conscience des inégalités de genre dans la ville entraîne une mobilisation des géographes, urbanistes, élus locaux, pour rendre les espaces publics plus accueillants et plus égalitaires. Une conception de l'aménagement urbain se développe, plus participative et plus soucieuse de la diversité des usages. Des usages spécifiques de la ville liés à la division sexuée des tâches et des métiers sont identifiés, ainsi que des mobilités différentes. Les instruments conceptuels du passé que sont la planification déconnectée des besoins et des usages et la concertation informative sont délaissés, au profit d'une démarche plus participative et plus inclusive. Se profile un urbanisme plus conscient des usages différenciés de la ville et plus ouvert à une réelle mixité.

Les urbanistes partent désormais de l'observation des usages, de la manière dont les hommes et femmes se comportent dans l'espace public, et notamment des endroits où les femmes aiment flâner, dans quelle position, pour trouver l'inspiration et dénicher de bonnes idées.

*Genre et ville* part ainsi d'une analyse très fine du terrain et a développé des outils de cartographie, de comptage, dans différentes temporalités. « *La place de la Madeleine à midi offre l'image d'une place pleine de vie et d'apparence mixte : il y a des touristes, des gens qui mangent, des hommes, des femmes, etc. On se dit qu'on va pouvoir travailler la mixité facilement. Puis on compte : depuis 6 h du matin jusqu'à minuit ou 1 h du matin, été puis hiver, et là on commence à voir des choses très différentes. On sait où sont les hommes, où sont les femmes, où sont les verrous, on sait où mangent les femmes, comment, si elles s'arrêtent, combien de temps, et c'est là qu'on commence à voir dans le détail ce qui se passe. C'est ce qui nous permet de dire qu'effectivement les hommes occupent l'espace public, quand les femmes ne font que le traverser ou sont toujours dans une fonction, dans une situation de protection, d'accompagnement* » explique Pascale Lapalud (2).

Autre exemple, « *à la Villette, il y a des terrasses où les groupes de filles aiment se poser car elles voient à la fois qui arrive et, en même temps, elles sont en retrait ce qui leur permet de rester entre elles* », a remarqué Jean-Christophe Choblet, scénographe, chargé de la mission Pavex (préfiguration, aménagement, valorisation et expérimentation de l'espace public) lancée par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Même constat avec les reflets des vitres de la Bibliothèque nationale de France, prisées de groupes de jeunes filles qui viennent répéter des pas de danse.

L'observation des usages permet d'éviter de plaquer des solutions a priori. Ainsi, à trop vouloir sécuriser les espaces, les responsables de l'aménagement font parfois fuir les femmes. C'est ce qui s'est passé après la rénovation de la zone des Quatre-Chemins, à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, rapporte le quotidien *Le Monde* du 26.06.2017. « *Avant, les jeunes filles profitaient des recoins pour embrasser un petit ami ou fumer une cigarette à l'abri des regards* » – et donc du contrôle social qui s'exerce sur leur « réputation ». « *Mais avec les travaux, ces zones ont disparu et les jeunes filles avec* » relate le quotidien (3).

L'organisation de marches sensibles, avec des groupes de femmes qui sillonnent les espaces publics et relèvent tous les obstacles à leur appropriation de ces espaces permet de faire des diagnostics d'usage fins et précis. Ces groupes de « marcheuses » identifient les facteurs humains (fréquentation, pratiques sociales, occupation de l'espace) et les éléments d'aménagement du territoire qui sont ni sécurisants ni fonctionnels et font des propositions pour améliorer la situation. Après une série d'expérimentations dans 12 villes, le secrétariat d'État aux Droits des femmes a généralisé en 2015 les marches exploratoires de femmes

dans les quartiers en Politique de la Ville (4). De plus en plus d'aménageurs partent de ces diagnostics préalables pour repenser des espaces urbains bienveillants et sécurisants pour tous.

- (1) Sybil Cosnard, *L'urbanisme, vecteur d'inégalités ?* Conférence TEDxChampsElyseesWomen, 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=v6RZ4Nx41hQ>
- (2) Cf. Entretien avec Pascale Lapalud (p.15)
- (3) « Mieux accueillir les femmes dans l'espace public, le casse-tête des urbanistes, Le Monde, 26/06/2017. [https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/06/26/mieux-accueillir-les-femmes-dans-l-espace-public-le-casse-tete-des-urbanistes-et-des-chercheurs\\_5151391\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/06/26/mieux-accueillir-les-femmes-dans-l-espace-public-le-casse-tete-des-urbanistes-et-des-chercheurs_5151391_3224.html)
- (4) [https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2015/15-08/ste\\_20150008\\_0000\\_0131.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2015/15-08/ste_20150008_0000_0131.pdf)

## DES AMÉNAGEMENTS, DES ÉQUIPEMENTS ET UNE SIGNALÉTIQUE PLUS INCLUSIFS

Trop d'équipements dans la ville sont consacrés à l'usage quasi exclusif des hommes. C'est le cas notamment des équipements sportifs comme les city-stades ou les skateparks, fréquentés à 95 % par des garçons (1). Et les nouvelles pratiques urbaines, comme le Parkour (escalade urbaine) ou le *street workout* (muscultation dans des aires de fitness) confortent encore cette domination masculine sur l'espace public. « *On voit bien que ces espaces masculins se multiplient et se renouvellent*, observe Yves Raibaud. *Et ce que l'on salue souvent comme une innovation n'est qu'une nouvelle pratique masculine. Le skatepark remplace le terrain de boules. En l'absence de conscience de cette homogénéité de sexe, on continue de créer des espaces qui forment un continuum d'espaces masculins* » poursuit le géographe (2). Pour corriger cela, il faut veiller à favoriser des activités qui attirent un public mixte comme le badminton, le volley, les agrès, et procéder à des aménagements inclusifs sur les équipements, par exemple les parcours de santé. À Bagnolet, la municipalité a remarqué que les femmes plébiscitaient les jardins partagés et a donc imposé cette idée d'aménagement à un bailleur social et à un promoteur immobilier. « *Avec les jardins partagés, on trouve un support qui va donner envie à des femmes d'utiliser l'espace public, assure Didier Ostré, directeur général des services. Si on met un terrain de boules, ce n'est plus la même fréquentation, ni le même usage.* » (3).

La métropole Rouen-Normandie a remplacé le projet de construire un deuxième city-stade par la création d'une piste de roller derby, sport d'équipe en patins à roulettes surtout pratiqué par les filles (4).

Pour donner l'envie aux femmes de s'approprier pleinement l'espace public, « *il faut plus de fonctionnalité et susciter l'envie de s'arrêter* » estime Chris Blache de *Genre et Ville* (5). Pour cela, il est nécessaire de travailler sur les volumes, les matières des sols, la lumière, les angles de vue (voir venir les gens est plus sécurisant) mais aussi de multiplier les bancs – ces équipements de base que les municipalités ont tendance à supprimer pour décourager les SDF de les squatter. Installer davantage de bancs, à des intervalles réguliers (tous les 200 mètres) et bien disposés (avec une vue dégagée) permet d'accroître la présence des femmes dans l'espace public. En l'absence de bancs où faire des pauses, les personnes âgées, qui sont majoritairement des femmes, hésitent à sortir. Enfin la question des toilettes publiques est perçue comme cruciale. La chercheuse britannique Clara Greed a observé que les femmes sont celles qui ont le plus besoin de toilettes publiques propres, sécurisées et bien aménagées, pour elles et les personnes qu'elles accompagnent, (enfants et personnes âgées) alors que ce sont celles qui en ont le moins tandis que des urinoirs, à usage 100 % masculin persistent dans l'espace public (6).

« *Il ne s'agit pas de faire des espaces différenciés mais d'apporter un regard critique sur les équipements ou les types d'espace qui font statu quo et qui produisent involontairement des usages très masculins. Tout l'enjeu est de concevoir des aménagements qui ne génèrent pas des situations de domination d'un groupe sur l'autre* » estime Stéphanie Dadour, enseignante à l'école d'architecture de Grenoble (7). Dans cette optique, il conviendrait par exemple de proposer des tables à langer dans les toilettes pour hommes aussi bien que pour femmes.

Une meilleure appropriation des espaces publics passe aussi par une signalétique plus inclusive. Pourquoi un pictogramme représentant une personne avec enfant est-elle forcément une silhouette féminine ? Une signalétique non sexiste propose des figures stylisées d'usagers ou d'usagères qui vont à l'encontre des représentations habituelles de genre, de classe ou de sexualité et qui favorisent la visibilité de figures tels que couples homos ou femmes portant un foulard. La ville de Vienne, pionnière en matière d'égalité hommes/femmes a lancé une campagne intitulée « *Vienne voit les choses différemment* » proposant, par exemple, des panneaux de travaux avec une femme (8).

À travers une signalétique repensée, il est possible de proposer une pluralité d'identités complexes pour déconstruire la représentation dominante de l'homme blanc valide de classe moyenne qui reste trop souvent le mètre étalon de la ville.

- (1) Chiffres clés de l'égalité femmes/hommes 2016, ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes
- (2) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)
- (3) <https://api-site-cdn.paris.fr/images/97729>
- (4) [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/rouen-essaie-l-urbanisme-antimacho\\_1984766.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/rouen-essaie-l-urbanisme-antimacho_1984766.html) - [https://www.metropole-rouen-normandie.fr/files/dossier\\_presse/cp-distinctions.pdf](https://www.metropole-rouen-normandie.fr/files/dossier_presse/cp-distinctions.pdf)
- (5) « Les femmes à la reconquête de l'espace public », article du Monde, 20/01/2017 - [https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/01/21/sexisme-harcelement-de-rue-mixite-les-femmes-a-la-reconquete-de-l-espace-public\\_5066521\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/01/21/sexisme-harcelement-de-rue-mixite-les-femmes-a-la-reconquete-de-l-espace-public_5066521_3224.html)
- (6) Cité dans le guide référentiel sur le genre et l'espace public réalisé par la ville de Paris - <https://www.paris.fr/actualites/la-ville-de-paris-devoile-le-premier-guide-referentiel-sur-le-genre-l-espace-public-4138>
- (7) <https://vimeo.com/226862304>
- (8) <http://www.charter-equality.eu/exemple-de-bonnes-pratiques/a-model-city-for-gender-mainstreaming.html?lang=fr>

## DES ÉQUIPEMENTS POLYVALENTS FAVORISANT LE MULTI-USAGE

Certains partis pris d'aménagement évincent des catégories de la population et leur dénie toute reconnaissance dans l'espace public. Ce sont généralement des équipements à mono-usages, par nature excluant les personnes qui ne sont pas légitimes pour cet espace. Quand une collectivité construit un city-stade ou un skatepark, elle prescrit un usage unique pour ces espaces : difficile de faire un pique-nique, donner un concert ou bouquiner au milieu d'un city-stade. De fait, toute une frange de la population, en réalité la majorité, se sent exclue de cet espace. Favoriser le multi-usages est une façon éprouvée de favoriser l'inclusion, et cela dès la cour d'école. Plutôt que figer un terrain de foot au centre de la cour de récréation, il faudrait organiser l'espace de façon souple et adaptable à tous. « *On peut tout à fait faire une partie de football, lorsque cela a été négocié et en ayant par exemple, soit une craie pour dessiner provisoirement le terrain, soit des cages amovibles. Cela permettra un autre jour de pouvoir jouer à "la balle aux prisonniers", à "trappe-trappe" ou à "accroche-décroche"* » explique Edith Maruejols (1).

Pour Gérard Baslé, consultant en urbanisme sportif depuis trente ans, « *il faut imaginer des espaces qui ne soient pas totalement calés sur des sports à domination masculine. Des espaces plus neutres, avec une appropriation plus douce, plus spontanée, comme des murs à rebond, des amphithéâtres* » (2).

Yves Raibaud rapporte que, consultées par le Conseil de développement de Bordeaux Métropole sur le remplacement d'un terrain de boules par un autre type d'infrastructures, des femmes ont proposé « *de ne rien mettre du tout, de façon à ce que le terrain soit libre, qu'on puisse garder la possibilité de mettre des tables avec des tréteaux ou une scène pour faire des bals, une brocante, des repas de quartiers. Les propositions des femmes sont le plus souvent inclusives* » observe-t-il (3).

- (1) Entretien avec Edith Maruejols, 08/03/2017 - [https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/03/08/la-question-du-partage-de-l-espace-public-c-est-celle-de-l-egale-valeur-entre-les-filles-et-les-garcons\\_5091466\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/03/08/la-question-du-partage-de-l-espace-public-c-est-celle-de-l-egale-valeur-entre-les-filles-et-les-garcons_5091466_3224.html)

- (2) Cité dans l'article du Monde du 26/06/2017, *Mieux accueillir les femmes dans l'espace public*.
- (3) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)

## LE RETOUR DU DÉBAT SUR LA NON-MIXITÉ

A *contrario* d'un mouvement de fond qui prône la mixité des équipements et aménagements urbains, une tendance s'affirme pour proposer de recourir à la non mixité afin d'apaiser les tensions entre les hommes et les femmes.

La mixité permet d'apprendre à se connaître mutuellement en se confrontant ; elle ouvre une possibilité d'affirmation ou d'émancipation pour des femmes longtemps évincées d'espaces « réservés » aux hommes – et, dans une moindre mesure, *vice versa*. Pourtant, il ne suffit pas qu'un espace soit composé *a minima* de 30 % de personnes de l'autre sexe (seuil prérequis pour la mixité d'après la philosophe Geneviève Fraisse (1) pour que son fonctionnement soit véritablement mixte et assure une égalité réelle. Face à la persistance des inégalités de genres et des violences sexistes, des associations militantes mais aussi des citoyens, chercheurs, praticiens, préconisent un retour à la non-mixité –temporaire et encadré– pour réduire les écarts. La non-mixité fait régulièrement polémique car elle oppose deux visions de la lutte contre les discriminations, et heurte le principe d'égalité entre les individus. La ségrégation peut-elle être un moyen d'émancipation ? La non-mixité est-elle une mise à l'écart favorable au vivre ensemble et à l'égalité ?

Le débat sur la non-mixité dans l'espace public s'est surtout porté sur la question des transports publics, lieu privilégié de harcèlement des femmes. L'association Womenability observe ainsi que des wagons de train ou des rames de métro sont réservées aux femmes au Japon, en Iran, au Brésil, en Thaïlande ou des compagnies de taxi en Inde, en Angleterre, en Afrique du Sud et en Nouvelle-Zélande (2).

À la question « *faut-il passer par la non mixité pour obtenir davantage de mixité ?* » le géographe Yves Raibaud répond « *oui, quand la situation de domination est telle qu'il n'y a pas d'autres solutions* » (3). De même, Pascale Lapalud estime que « *Quand la situation est délicate pour les femmes dans les transports et qu'elles expriment une incapacité de voyager par sentiment d'insécurité, cela peut passer de façon exceptionnelle et transitoire par des mesures comme celles des wagons roses, mais ça ne peut être une fin en soi. Ces mesures doivent s'accompagner de campagnes de communication et de politiques plus coercitives jusqu'au retour à la mixité* » (4). La non-mixité peut être envisagée comme un moyen permettant d'accéder à une mixité apaisée. Elle constitue une stratégie, pas un projet de société. Il s'agit de permettre à ceux qui subissent le sexisme de s'auto-organiser pour mettre à mal les formes de hiérarchisation et de ségrégation qui structurent la société, afin d'accéder à l'égalité. Pour le chercheur Julien Talpin « *La mixité est dialectique, et c'est ce qui la rend si difficile à comprendre : il peut être nécessaire de la suspendre un moment pour pouvoir mieux y accéder à long terme* » (5).

De son côté la géographe Edith Maruejols a un avis bien plus tranché. « *Décider de mettre en place des wagons non mixtes poserait de sérieuses questions à notre démocratie. Cela voudrait dire que nous ne nous sentons pas en capacité de résoudre la question du vivre-ensemble entre femmes et hommes. Cela supposerait aussi que forcément toutes les femmes soient perçues comme des victimes potentielles et les hommes des agresseurs potentiels. Je ne partage pas cette vision. Cela peut aussi vouloir dire que lorsqu'il y aura mixité, par exemple, et qu'une femme rentrera dans un "wagon d'hommes", l'agression sera permise* » (6).

- (1) Geneviève Fraisse, « Que penser d'une évidence ? » dans *Travail, genre, société*, 2004/1 numéro 11.
- (2) *Womenability.org*
- (3) Cf. Entretien avec Yves Raibaud (p.22)
- (4) Cf. Entretien avec Pascale Lapalud (p.15)
- (5) Entretien avec Julien Talpin dans *Libération*, le 24/11/2017 - [https://www.liberation.fr/debats/2017/11/24/la-non-mixite-etape-sur-le-chemin-de-l-egalite\\_1612401](https://www.liberation.fr/debats/2017/11/24/la-non-mixite-etape-sur-le-chemin-de-l-egalite_1612401)
- (6) <http://neo.snuipp.fr/edith-maruejols-mixite-a-la,499>

## LA GÉNÉRALISATION DU GENDER MAINSTREAMING

Le *gender mainstreaming* ou approche intégrée de la dimension de genre est une stratégie qui a pour ambition de renforcer l'égalité des femmes et des hommes dans la société, en intégrant la dimension du genre dans le contenu des politiques publiques. Elle s'applique à toutes les phases du cycle politique : de la proposition à la décision, de la mise en œuvre à l'évaluation. Elle consiste à vérifier l'impact, potentiellement différent pour les hommes et pour les femmes, de toute mesure politique, et à s'assurer que les femmes comme les hommes sont également bénéficiaires des politiques publiques. Pour cela, les pouvoirs publics doivent se doter d'indicateurs et d'outils de gouvernance et d'évaluation adéquats, comme des statistiques sexuées et des budgets genrés. Ces derniers permettent d'étudier l'impact de la distribution des ressources publiques sur l'égalité des femmes et des hommes. C'est ainsi que des municipalités peuvent prendre conscience que leurs équipements publics sportifs bénéficient à plus de 90 % aux hommes. Avec un budget sensible au genre, tous les services doivent montrer qu'ils atteignent les hommes et les femmes de la même manière, ce qui les oblige à réfléchir à qui sont leurs publics, à documenter les usages et à mettre en place des comptages.

La ville de Vienne, en Autriche, a été pionnière en matière de *gender mainstreaming*, et a commencé par le domaine clé de la planification urbaine (1). Car comme le souligne Pascale Lapalud : « *militer pour que l'égalité de genre devienne une compétence de l'urbanisme n'est pas un faux sujet, au contraire, c'est un sujet central qui permet d'adresser des questions économiques, des questions de mobilité, d'empowerment, de stéréotypes, de sécurité et bien d'autres* » (2).

Dès 1997, l'égalité entre hommes et femmes a été prise en compte dans les programmes d'urbanisme. Ainsi, Frauen Werk Stadt, ensemble d'immeubles d'habitat social construit par 4 femmes architectes, dispose d'une crèche et d'un cabinet médical au cœur de la résidence. Il propose des espaces communs protégés et piétons, visibles depuis les cuisines des appartements, ainsi qu'une salle commune des machines à laver non pas reléguée au sous-sol mais implantée au dernier étage, ouverte sur un toit en terrasse aménagé (3). La ville a modifié la configuration des aires de jeux en libre accès dans les jardins publics en constatant qu'ils étaient désertés par les filles de plus de 9 ans. Proposer des terrains pour volley-ball ou badminton, et aménager des espaces spécifiques en retrait, à l'abri des regards masculins, ont permis de revenir à une mixité d'usages.

Depuis 2000, le *gender mainstreaming* est une stratégie transversale pour toute la municipalité de Vienne, des services de la petite enfance à l'aménagement des cimetières, dans l'optique de mieux répondre aux besoins de tous les citoyens et d'améliorer la qualité des services publics. Des programmes de formation approfondis ont été proposés à l'ensemble des agents pour les aider à intégrer l'égalité hommes/femmes dans leur travail.

La Commission européenne s'est très tôt saisie du concept de *gender mainstreaming* dont elle a fait, dès 1996, sa nouvelle politique d'égalité entre les femmes et les hommes (4).

Désormais, le *gender mainstreaming* va devoir devenir un réflexe pour les communes françaises car depuis janvier 2016, les villes et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants doivent rendre chaque année un rapport chiffré sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Cela va leur permettre d'affiner leur connaissance des modalités d'usage de la ville par les femmes et par les hommes. Mais aussi de prendre en compte l'égalité de genre à tous les niveaux de décision et de mesurer l'impact de la distribution des ressources publiques sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

La Ville de Paris a produit un guide « Genre et Espace public » regroupant sur près de quatre-vingts pages des conseils destinés aux urbanistes pour penser la ville de demain et faire en sorte qu'elle soit autant accueillante pour les femmes que pour les hommes (5). La Ville a ainsi inscrit le critère du genre dans son plan de rénovation de sept places emblématiques de la capitale et propose d'établir la parité femme/homme dans tous les jurys d'aménagement

urbain et les lieux de décision. Plus encore, elle prévoit d'intégrer un critère « genre » explicite dans tous les appels à projets et les appels d'offre ainsi que de mettre en place le concept d'« éga-conditionnalité » pour conditionner les financements publics à des critères d'égalité.

- (1) <https://www.wien.gv.at/english/administration/gendermainstreaming/>
- (2) Cf. Entretien avec Pascale Lapalud (p.15)
- (3) <http://www.genre-et-ville.org/frauen-werk-stadt-vienna/>
- (4) [https://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-rights-and-democratic-governance/gender-equality/gender-mainstreaming\\_en](https://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-rights-and-democratic-governance/gender-equality/gender-mainstreaming_en)
- (5) <https://www.paris.fr/actualites/la-ville-de-paris-devoile-le-premier-guide-referentiel-sur-le-genre-l-espace-public-4138>

## **POUR UNE VILLE DU « LIBRES ENSEMBLE », INCLUSIVE ET SOLIDAIRE**

Tous les spécialistes de la géographie de genre insistent sur un point essentiel : prendre en compte la notion de genre dans la fabrique de la ville permet de produire des espaces publics pour tous.

C'est pour cela que certains s'inquiètent que la prise en compte du bien être des femmes dans l'espace public puissent légitimer un discours sécuritaire forcément stigmatisant pour certaines populations. « *Souvent les campagnes de prévention contre le harcèlement sexuel, telles les zones sans relou ou les affiche t'es bonne donne ton 06 (...) suggèrent que le harcèlement est avant tout le fait d'hommes de catégories populaires ou issus de l'immigration* » observe Marylène Lieber (1).

« *Les femmes peuvent être utilisées pour légitimer un discours sécuritaire, faire le ménage sur l'espace public, chasser les SDF, les bandes de jeunes d'origine étrangère qui bloquent l'entrée des immeubles. (...) C'est plus facile de dénoncer le sexisme chez les opprimés, les classes populaires de l'autre côté du périph que dans les lieux du pouvoir* » prévient l'urbaniste Lucile Biarrotte (2).

De même, le souci de la sécurité des femmes peut légitimer des processus de gentrification urbaine, en repoussant les populations les plus défavorisées (et supposées dangereuses) à la périphérie des villes.

Or la ville égalitaire est une ville inclusive pour tous. Berlin, Vienne ou Barcelone pensent et proposent des aménagements qui n'excluent pas a priori les personnes jugées indésirables : SDF, bandes de jeunes, prostituées. Ils créent des espaces hospitaliers qui favorisent la présence de catégories diverses en faisant le pari que c'est la coprésence et la variété des publics qui permettent le sentiment de sécurité et le bien être dans la ville. À rebours des politiques de tolérance zéro ou d'un urbanisme dissuasif, ce sont les interactions entre populations diverses qui favorisent un « contrôle social désirable » selon la municipalité de Vienne.

Les espaces publics ont un rôle majeur à jouer pour lutter contre le phénomène d'endogamie et de « bulle » dans lequel chaque tribu de citoyens risque de s'enfermer. L'espace public est encore le lieu où peuvent se mêler des populations aux modes de vie et aux repères différents en dehors de tout déterminisme social. Le sociologue François de Singly évoque ainsi la nécessité de créer un espace public du « libres ensemble » permettant la cohabitation de différentes sphères sans qu'elles ne se dérangent entre elles (3). Il faut pouvoir vivre un temps personnel (repas de voisins, pique-niques en familles qui se déroulent de plus en plus dans l'espace public, eu égard à la pression immobilière et l'exiguïté des appartements dans les métropoles) parallèlement à un temps partagé avec des inconnus. Les espaces publics sont ainsi particulièrement stratégiques pour construire une ville inclusive et solidaire.

- (1) <http://tnova.fr/notes/les-femmes-et-le-partage-des-espaces-publics-pour-la-mixite>
- (2) Entretien dans Libération le 06/05/2016 - [https://www.liberation.fr/france/2016/05/06/la-ville-encore-trop-male-famee\\_1451055](https://www.liberation.fr/france/2016/05/06/la-ville-encore-trop-male-famee_1451055)
- (3) François de Singly, *Libres ensemble, l'individualisme dans la vie commune*, Armand Colin, 2016



“ Nous militons pour que l'égalité de genres devienne une compétence de l'urbanisme. ”

Urbaniste et designeuse, **Pascale LAPALUD**, est co-fondatrice et présidente de *Genre et ville*. Cette plateforme d'innovation urbaine, composée d'urbanistes, sociologues, architectes et artistes, vise à rendre les territoires égalitaires et inclusifs. Elle accompagne des collectivités comme Villiers-le-Bel, Paris (sur les places de la Madeleine et du Panthéon) ou Lyon en apportant une expertise « genre » dans les aménagements urbains. Membre du groupe d'action féministe *La Barbe*, qui dénonce la sous-représentation des femmes dans toutes les instances de pouvoir, Pascale Lapalud prône l'articulation entre engagement, réflexion, sensibilisation et action. Parler de genre et de ville c'est en effet comprendre les liens entre un système sociétal de domination et la production d'espaces urbains. (Interview réalisée par Anne-Caroline Jambaud, mai 2018)

### Comment et pourquoi est née « Genre et ville », la plateforme que vous avez cofondée avec Chris Blache ?

*Genre et ville* est une plateforme de recherche-action. Nous travaillons toujours de façon itérative sur la connaissance du sujet, sur l'état de l'art, tout en étant libre, sans être affilié.e.s à un établissement d'enseignement supérieur, et nous faisons du terrain, beaucoup de terrain. Nous faisons donc des allers-retours entre la réalité du terrain et la théorie.

Chris Blache, avec qui j'ai fondé *Genre et ville*, est issue de l'anthropologie urbaine, et moi je suis urbaniste. Nous avons toutes deux un engagement féministe puisque nous faisons partie du groupe d'action féministe *La Barbe*. C'est dans cette perspective activiste que nous avons créé *Genre et ville*, comme d'autres barbes ont créé d'autres structures. À force d'insatisfaction à revenir toujours sur les mêmes scènes, dans les mêmes lieux, et toujours pointer les mêmes inégalités sans voir les choses avancer de façon très claire, nous avons voulu passer à l'action.

*Genre et ville* est née de cette volonté d'être dans l'action et de rejoindre nos préoccupations professionnelles. Une architecte travaille également à nos côtés et nous sommes en lien avec beaucoup de chercheuses et de chercheurs qui fondent notre plateforme scientifique. Nous travaillons par exemple avec Elise Vinet, à Lyon, et des personnes à l'international, dans les villes qui sont le plus avancées sur la question de l'égalité femmes/hommes dans l'espace public comme Vienne en Autriche.

### Que répondez-vous aux élu.e.s qui veulent agir sur la question de l'égalité femmes/hommes dans l'espace public ? Par quoi faut-il commencer ?

Nous leur parlons d'un changement de société, un changement de paradigme qui redéfinit les relations humaines, les interactions dans l'espace et introduit de la diversité dans les usages. Il faut donc sensibiliser à cette question et **tant qu'on n'a pas levé les stéréotypes, qu'on n'a pas compris qu'on en produisait, on ne peut pas avancer.**

On mène donc des actions de sensibilisation, auprès des instances de décision, comme sur le terrain.

### De quels outils disposez-vous pour mesurer et corriger les inégalités de genre dans l'espace public ?

Nous avons créé nos propres outils, parce qu'ils n'existaient pas. Autant on a des données à travers l'INSEE sur les familles, mais rien sur ce qu'il se passe dans l'espace public. Si on analyse les places qu'on est en train de refaire, place de la Madeleine ou place du Panthéon,

on ne sait pas ce qui s'y passe. Nous disposons de données géographiques, topologiques, historiques ; nous connaissons la composition sociale des habitant.e.s, mais nous ne disposons de rien relatif à leurs usages. Du coup, on a créé des outils pour pouvoir comprendre et faire remonter des informations précises sur ce qui s'y joue. *Genre et ville* a commencé ainsi. Ensuite, il s'agit de comprendre d'où viennent les inégalités, les différences de légitimité, d'attitudes. Comme un Rubik's Cube on triture les choses et on recherche, de façon historique, sociologique, à travers l'histoire de l'urbanisme ; on fait le lien entre production sociale et production de territoire. L'espace est pour nous un territoire, c'est-à-dire que c'est le produit d'un lieu – un espace géographique – sur lequel s'appliquent des politiques. **Un espace n'est jamais neutre**, il y a quelqu'un qui l'a dessiné, il y a quelqu'un qui l'a pensé, il répond à un ensemble de normes.

« Un espace n'est jamais neutre » dites-vous. Est-ce neutre, dans le sens ni masculin ni féminin ou neutre dans le sens dénué d'intentions ?

Dans tous les sens ! L'espace parisien est le reflet de la politique de transformation de la ville du XIX<sup>e</sup> en une ville capitaliste bourgeoise. Il y avait bien une intention : laisser monter le capitalisme, faire une ville pour la bourgeoisie naissante. Mais aussi l'intention politique de faire refluer toute la ville pauvre, la ville des travailleuses et des travailleurs, tous ces gens qui brassaient des idées révolutionnaires. C'est très clair sur Paris, avec l'ouverture des voies. Il y a aussi ça sur Lyon. Pour nous, dans l'histoire de l'urbanisme, le XIX<sup>e</sup> siècle est le moment charnière, c'est le moment où l'ordre bourgeois a besoin de se légitimer par rapport aux codes de l'aristocratie et refonde ses propres codes sur lesquels s'appuie une culture religieuse très forte. C'est le moment où sur le plan de la vie collective, monte la notion du privé, la notion de la pudeur. Toutes ces choses-là se mettent en place dans la ville avec le XIX<sup>e</sup> siècle. Ça sépare bien deux sphères : la sphère publique qui appartient aux hommes, les hommes de pouvoir qui font leurs affaires dans la ville, ils ont des clubs, ils sortent, et les femmes dans la sphère privée des immeubles, des maisons, qu'elles soient bourgeoises ou pas. Les bonnes sortent pour aller faire des courses, elles retournent dans l'espace privé, elles y vivent, elles vivent au dernier étage des immeubles, donc elles ont très peu de mobilité. Il n'y a qu'à relire Zola en interprétant l'espace, en ayant une lecture genrée de l'espace, c'est très intéressant.

Avant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'occupation de l'espace public était-elle moins genrée ?

Il ne faut pas que ce soit caricatural. Car on pourrait dire aussi que l'immeuble bourgeois Haussmannien est une petite société en soi où tout le monde se côtoie : hommes, femmes, bourgeois, serviteurs... C'est une sorte de millefeuilles social, donc ce n'est pas si simple. Mais l'arrivée d'Haussmann marque la création de grandes avenues, la volonté de faire une ville qui vit tout le temps. Avant, les rues étaient étroites sans éclairage, sans mobilier urbain ; à 8h du soir il n'y avait plus personne, c'était des rues coupe gorge. Là, la ville commence à vivre en permanence : c'est la ville des cafés, de l'opéra, des spectacles, etc. Du coup, c'est d'abord la ville pour les hommes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les femmes n'ont pas le droit de rentrer au restaurant sans les hommes. Quand elles y vont, elles sont dans une arrière-salle, il faut qu'elles y passent très vite. Georges Sand raconte qu'elle demande au préfet une autorisation à porter un costume d'homme pour aller librement dans la ville ; elle est lasse de salir tous ses jupons dans la ville, et surtout de recevoir des objections sociales à son comportement. La posture du flâneur est légitime pour l'homme ; en revanche, les femmes sont plutôt dans l'espace privé et quand elles sont dans l'espace public, elles sont disponibles : ce sont les prostituées. Cette différence de posture reste présente aujourd'hui et fait que les femmes dans l'espace public adoptent une certaine attitude, de crainte d'être interpellées, qu'il leur arrive quelque chose.

L'origine est là : **les femmes ne se sentent pas légitimes dans l'espace public**. C'est à partir de là qu'il faut travailler pour amener de la mixité, une capacité à prendre conscience de ce sentiment d'illégitimité des femmes dans l'espace public, car les femmes l'ont tellement intégré qu'elles n'en ont pas conscience. Petit à petit, il faut travailler l'espace de façon à ce

que les femmes soient elles aussi libres de se déplacer sans injonction. D'où ces deux piliers : on travaille l'espace et on travaille aussi l'aspect sociétal.

### C'est ainsi que vous travaillez sur les places de Paris ? Comment se passe le projet « MonumentalEs » auquel vous êtes associés ?

Ce projet de réinventer 7 places repose sur un dispositif complètement différent de ce qui se fait habituellement, surtout à cette échelle. Il n'y a pas eu de concours international comme sur la place de la République. C'est un appel à projets qui est monté avec la recherche de collectifs et d'une maîtrise d'œuvre qui va travailler sur une préfiguration : il y a un temps donné de trois ans lors duquel on teste, on est très présent sur l'espace. Ensuite il y a un travail avec une maîtrise d'œuvre 1 –les collectifs constituant une maîtrise d'œuvre 2 c'est-à-dire plus proche du terrain. Tout ce qu'on fait remonter va être pris en compte normalement par la maîtrise d'œuvre 1 qui va transformer, avec les services de la ville, les usages qu'on aura définis avec la population ou ce qu'on aura remarqué et fait remonter. C'est un travail « éphémère », préalable à l'aménagement de la place.

C'est aussi la première fois qu'à la Ville de Paris, et dans toute la France, **un cahier des charges prévoit l'obligation d'intégrer dans l'équipe pluridisciplinaire une expertise du genre**. Cette volonté commence à arriver, de plus en plus, dans les cahiers des charges.

Lyon est en train de le faire sur l'esplanade Moncey notamment, où il y a un appel à projets. Petit à petit ça commence à être pris en compte, au titre de l'innovation, comme on a vu monter le développement durable. Aujourd'hui, nous sommes contactés par des agences d'architecture ou des promoteurs qui répondent à des concours et avec qui on travaille l'innovation par les usages et l'aménagement.

### Genre et Ville a également réalisé l'AMO, Assistance à maîtrise d'ouvrage, égalitaire pour la ville de Villiers-le-Bel...

Oui, Villiers le Bel est notre ville fétiche sur laquelle on travaille depuis de nombreuses années. On a prototypé un programme que maintenant nous déclinons dans différents endroits : on l'a fait à Nantes, on est en train de le faire à Floirac (Gironde) et sur des quartiers à Paris. Ce programme qui s'appelle PAsSaGEs est un programme d'actions sensibles au genre et aux espaces. Il comprend à la fois de la formation auprès des élu-e-s et de la sensibilisation auprès des publics, associations, conseils de quartier, toutes les structures autour de la participation. On fait aussi beaucoup d'analyses de terrain, sur des quartiers précis, pendant environ un an. La deuxième année, il s'agit de repérer des acteurs actrices de terrain pour faire monter des compétences, créer des groupes de femmes par exemple, et repérer des besoins avec la collectivité. Et la troisième année on met les actions en application, en expérimentation.

### En quoi consiste précisément votre intervention sur les places de Paris ?

Nous intervenons sur le lot constitué des places de la Madeleine et du Panthéon au sein du collectif « les MonumentalEs », des places patrimoniales par excellence. Je crois qu'aujourd'hui on peut dire qu'on est vraiment le seul collectif qui prend en considération la question du genre. On essaie d'en faire quelque chose de fort. Ça se traduit d'abord par une analyse très fine des deux terrains ; **on a développé des outils de cartographie, de comptage, dans différentes temporalités**. La place de la Madeleine à midi offre l'image d'une place pleine de vie et d'apparence mixte : il y a des touristes, des gens qui mangent, des hommes, des femmes, etc. On se dit qu'on va pouvoir travailler la mixité facilement. Puis on compte : depuis 6 h du matin jusqu'à minuit ou 1 h du matin, été puis hiver, et là on commence à voir des choses très différentes. On sait où sont les hommes, où sont les femmes, où sont les verrous, on sait où mangent les femmes, comment, si elles s'arrêtent, combien de temps, et c'est là qu'on commence à voir dans le détail ce qui se passe. C'est ce qui nous permet de dire qu'effectivement les hommes occupent l'espace public, quand les femmes ne font que le traverser ou sont toujours dans une fonction, dans une situation de protection, d'accompagnement.

## À partir de ces constats, quelles préconisations pouvez-vous formuler ?

On demande par exemple de travailler sur l'ambiance, la qualité urbaine. Il s'agit par exemple de travailler l'espace en sous-espaces : rien n'est pire qu'une dalle vide sur laquelle on pose trois bancs. On ne se sent pas forcément bien, on n'a pas envie d'y rester, femmes comme hommes, mais pour les femmes c'est encore pire. **La demande porte effectivement sur une ambiance avec des sous-espaces et de la végétalisation qui permet de créer une atmosphère, voire un récit sur cet espace.** Après, il y a la qualité du mobilier, et la façon dont il est mis en place. Les alignements de bancs, ne sont pas favorables à la convivialité. Quand en plus ces bancs sont sans dossier ou sans accoudoirs et bien on perd la dimension intergénérationnelle : les personnes plus âgé-e-s ou ayant des formes de handicap auront du mal à se relever. Il y a une nécessité d'ergonomie et de confort dans l'aménagement.

Place du Panthéon, on a travaillé sur un radié, une mise en tension de cet espace très monumental, très dur parce qu'exclusivement minéral. On est sur un fronton très fort dans un espace très contraint par les bâtiments de France, on ne peut pas amener beaucoup d'aménité. Notre idée était de permettre aux gens qui s'asseyaient par terre d'être dans des positions d'assise beaucoup plus confortables, et de rechercher les qualités de lumière car c'est une place qui est très à l'ombre ou au contraire en plein soleil. Il faut donc pouvoir basculer d'un côté à l'autre en été pour se mettre tantôt à l'ombre tantôt au soleil ; c'est une proposition. On a travaillé des mobiliers qui permettent une grande flexibilité, où l'on peut s'asseoir en tailleur ou s'allonger, être seul ou être en groupe – ce qui correspond aux usages des étudiantes et des étudiants mais aussi des touristes.

## La place du Panthéon est une place symboliquement très masculine : c'est la dernière demeure « des grands hommes » ; comment procéder à un rééquilibrage symbolique entre les hommes et les femmes ?

Face à l'inscription au fronton du Panthéon : « aux grands hommes, la patrie reconnaissante », nous avons voulu amener la question du genre. Nous avons donc organisé un grand moment mémoriel féministe le 1er juillet dernier, qu'on a appelé « Une Place à Soi ». Nous avons souhaité faire remonter des noms de femmes connues ou inconnues en invitant quiconque qui venait sur la place à écrire des noms de femmes. On a collecté des listes de noms, et on a proposé l'inscription de ces noms sur les pavés. Nous sommes en train de réfléchir à la façon de pérenniser cette écriture. Il ne s'agit pas de demander la parité dans ce monument - ça va prendre un certain temps ! Mais nous, les femmes, avons besoin d'être dans l'espace public, de prendre place et d'être reconnues de façon symbolique aussi sur cette place.

Heureusement et malheureusement notre événement est arrivé juste au moment où Simone Veil est décédée. Le lendemain, nous avons donc rebaptisé la place du Panthéon place Simone Veil. On avait décidé d'aller rencontrer Anne Hidalgo pour essayer de faire changer le nom de cette place, ça ne s'est pas fait parce que le président de la République a annoncé que Simone Veil rejoindrait le Panthéon. Finalement Simone Veil a sa place, place de l'Europe dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, mais moins centrale. On a pu s'apercevoir que **si beaucoup de villes ont des velléités de féminisation des noms de rues et de places elles se heurtent à de nombreux obstacles, et les femmes héritent rarement des sites centraux, mais plutôt des petites rues, voire des impasses.** C'est toute une affaire que de débaptiser une place ou une rue, surtout au profit d'un nom de femme. Aujourd'hui, quand le conseil de Paris décide de nommer une nouvelle rue, 80 % des noms qui remontent sont des noms d'hommes, même si on peut constater une accélération dans le bon sens notamment grâce à la rénovation urbaine qui permet de créer de nouvelles rues. Il faut toujours se battre pour avoir des noms de femmes. On est loin encore de débaptiser la place du Panthéon pour en faire la place Simone Veil. Nous allons donc essayer de pérenniser d'une autre façon ces noms de femmes en écrivant des litanies de noms sur les mobiliers en place. On souhaite mettre en place cette présence symbolique de façon qualitative.

## Vos préconisations sont-elles reprises, appliquées par la maîtrise d'ouvrage ?

C'est un combat de tous les jours ! On a sensibilisé notre équipe ; actuellement, nous sommes même appelées « les gardiennes du temple », car on est sans cesse à les alerter et les reprendre : « Attention vous parlez de façon générique des PMR, mais qui y a-t'il derrière ? N'oubliez pas qu'une femme avec une poussette ou ses sacs de course c'est aussi une personne à mobilité réduite ! » On fait soi-disant pour tout le monde mais non, il faut vraiment prendre en compte les usages des unes et des autres. On en est à notre troisième cahier d'intentions, on les informe, on est souvent là quand ils dessinent, on fait des workshops ensemble, et malgré tout ce n'est pas si facile. Parce que quand on est dans une réunion avec, par exemple, les services de la ville qui n'ont, eux, par forcément été formés, alors on est obligé de remonter au créneau.

## Comment faire en sorte que les urbanistes intègrent la question de l'égalité hommes/femmes ?

Nous militons pour que l'égalité de genres devienne une compétence de l'urbanisme. Ce n'est pas un faux sujet, au contraire, c'est un sujet central qui nous permet d'adresser des questions économiques, des questions de mobilité, d'empowerment, de stéréotypes, de sécurité et bien d'autres. Aujourd'hui, il faut travailler le sentiment de sécurité par les qualités urbaines qu'on met en place. C'est donc vraiment un sujet central de l'espace public. Nous allons même plus loin puisque nous travaillons à Villiers-le-Bel avec l'ANRU sur des programmes de rénovation urbaine ; un PIA (Programme d'Investissements d'Avenir) a permis à la Ville d'avoir de l'argent pour vraiment traiter cette question de l'égalité, en même temps que celle du développement durable. À cette occasion *Genre et Ville* a produit deux guides référentiels, un guide de préconisations égalitaires sur l'espace public et un guide sur le logement. On montre des exemples, on crée des outils, on questionne.

## Quelles sont les problématiques d'égalité hommes / femmes dans les logements ?

La typologie du logement, aujourd'hui encore, correspond à une famille normée : père, mère et enfants. Or aujourd'hui, habiter, c'est plein d'autres choses : c'est de la collocation, de l'habitat participatif, de l'habitat intergénérationnel, des jeunes qui ne partent pas parce qu'ils/elles n'ont pas les moyens de partir. Comment faire pour que les logements soient flexibles ? Il faut donc retravailler la notion d'habiter au sens large en mettant cette notion d'égalité au centre.

Nous essayons aussi d'introduire des espaces que les femmes pourraient s'approprier : la fameuse « pièce à soi » tant demandée par Virginia Woolf. Les femmes n'ont en effet aucun lieu à elles, dans l'espace logement.

Nous abordons aussi la question des violences faites aux femmes dans l'espace privé et cherchons à favoriser par l'aménagement des espaces communs de l'immeuble la communication entre les habitant.e.s. Un hall qui ne soit pas qu'un lieu de passage, des coursives, des lieux de stockage à l'étage, de la lumière naturelle dans les couloirs, tout ce qui peut permettre l'appropriation et donc le lien entre les habitant.e.s.

## En quoi consiste votre mission à Lyon ?

Nous sommes missionné-e-s pour faire un guide de la ville inclusive à destination des urbanistes en direction de projet et des équipes d'aménagement. Le guide s'appuie parallèlement sur une phase d'observation de trois territoires locaux : la Duchère, Mermoz sud, et la promenade Moncey. On va analyser la prise en compte de l'égalité hommes / femmes dans les temps et thématiques de la concertation. On va faire des interviews d'habitantes pour savoir si elles ont le sentiment d'avoir eu la parole, si on a pris en compte leurs remarques, etc. Deux de ces territoires sont des Quartiers Politique de la Ville (QPV), avec une résonance nationale en matière d'exemplarité. La troisième, Moncey est un des seuls grands projets urbains aujourd'hui en centre ville dans un quartier relativement ancien, populaire, qui n'est pas QPV, situé sur un axe fort en train de changer entre Part-Dieu et Guillotière.

Y a-t-il, dans le passé ou ailleurs dans le monde, des moments, des exemples d'occupation de l'espace public plus égalitaire entre les hommes et les femmes ? Le modèle de la ville européenne, organisé en rues et places autour d'équipements structurants (la mairie, l'Église, etc.) est-il vertueux de ce point de vue-là ?

La ville européenne du Moyen Âge enserrée dans ses murs protecteurs ne connaissait pas la séparation des fonctions tout comme l'organisation de la vie rurale. On travaillait là où l'on habitait. La maisonnée regroupait indifféremment les membres de la famille et les apprenti.e.s et proches sous le même toit. L'espace public en tant qu'espace non construit accueillait les différentes pratiques religieuses, l'application des peines de justice, les foires et les fêtes. Le travail des commerçant.e.s et artisan.e.s s'ouvrait largement sur la rue ou dans les passages. De fait les femmes et les hommes étaient occupé.e.s plus ou moins indifféremment mais les normes essentialistes séparaient déjà les femmes et ne leur reconnaissaient pas un statut civique plein ou la possibilité d'accéder au statut de maître artisan. L'organisation sociale était fortement induite par la religion qui ne reconnaissait aux femmes qu'un statut mineur ou dangereux pour l'ordre : sorcière, faiseuse d'anges, prostituée... Dans les sociétés antiques, à Athènes ou Rome, les femmes ne sont pas reconnues comme des citoyennes. Le système patriarcal donne droit de vie et de mort sur la « villa ou domus ». Les esclaves, les femmes et filles des citoyens sont relégué.e.s à l'espace privé. L'héritage est assez lourd.

Concrètement, comment donner envie aux femmes de s'approprier pleinement l'espace public, de s'y sentir « légitimes » ?

Le changement demandé par les femmes à travers le mouvement #MeToo par exemple, leur légitimité à séjourner sur les places, à se déplacer en vélo sans être harcelées ou importunées ne passera pas exclusivement par l'aménagement de l'espace public. Mais il est indispensable de prendre en compte les discriminations vécues par les femmes : les remarques sexistes, les injonctions à rester chez elles parce que l'espace public serait dangereux (alors qu'on sait que la majeure partie des agressions sexuelles ont lieu dans l'espace privé), les aménagements normatifs comme les espaces sportifs, pour concevoir des espaces réellement accessibles pour toutes et tous. **Gagner en légitimité, c'est prendre part à la vie de la cité et nous prônons dans nos démarches l'empowerment des femmes, cette mise en lumière et ce pouvoir d'agir réels et symboliques.** Encore une fois, comme pour la place du Panthéon, il faut aussi créer des référents, des modèles. Il n'y a que 2 % des noms de rue en France qui honorent des femmes, les modèles de femmes qui ont réussi dans tous les domaines scientifiques, aventurières, pilotes, médecins ne sont pas mis en avant. Lutter contre les violences faites aux femmes, lutter contre le harcèlement sexiste dans la rue et dans les transports publics, changer les publicités sexistes permettront de modifier les pratiques urbaines, les apaiseront, faut-il encore que ces sujets soient pris vraiment au sérieux.

Dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) comme à Villiers-le-Bel, est-ce que rentrent en compte également des questions plus culturelles de relations à l'espace public (ex. non mixité de certains bars) ? L'urbanisme peut-il, doit-il composer avec cela ?

Cette question est intéressante, car elle pose et démontre le lien qui existe entre la production d'espace et la construction sociale. L'espace public est par définition ouvert, gratuit et accessible à toutes et tous dans toutes les temporalités. Cela pose donc l'égalité entre les femmes et les hommes comme un indicateur majeur de l'exercice démocratique.

Les questions culturelles sont souvent évoquées, mais avant toute chose il est bon de rappeler que nous avons en France une culture très « sexiste » comparativement par exemple à celle des pays anglo-saxons qui nous fait dire que « la ville est faite par et pour les hommes ». C'est ce point de départ qui donne ou pas la légitimité à se tenir dans l'espace public dans un entre soi masculin. **Nous sommes habitué.e.s dans la sphère publique à ne pas remarquer les panels exclusifs d'hommes qui débattent, remettent des prix... Il n'y a pas**

**que dans les cafés de Sevrans que les hommes tiennent le pavé.** Sans éluder la question il s'agit donc l'adresser dans tous les contextes avec finesse et compréhension des enjeux locaux. Il faut travailler avec les personnes, et notamment les femmes pour comprendre quelles sont les meilleures solutions pour elles, de leur point de vue, et non du nôtre. Nous arguons de l'universalisme mais invisibilisons 51,2 % de la population (part des femmes dans la population française) en ne parlant que des citoyens, habitants, usagers au masculin. L'urbanisme et l'aménagement urbain doivent se saisir de la multiplicité des identités et des pratiques car les femmes et les hommes ne forment pas des groupes homogènes. Les espaces, les modes de transports doivent être conçus en pensant cette diversité comme une richesse, une plus-value. En ce sens les politiques de renouvellement urbain doivent prendre en compte l'égalité pour corriger et rendre plus flexibles les territoires QPV.

**Y a-t-il des fausses bonnes pratiques, des biais, des effets pervers à éviter dans la lutte contre les inégalités de genre dans l'espace public ? Par exemple la ville durable qui privilégie le vélo pourtant utilisé majoritairement par les hommes ?**

Certains prônent le séparatisme entre les sexes (ex. des wagons de métro réservés aux femmes, des équipements sportifs proposant des horaires séparés...) comme moyen de sécuriser les femmes et de se sentir légitimes dans l'espace public. Est-ce une bonne idée ? Avant toute chose il faut s'interroger et reconnaître les stéréotypes qui créent de la norme et de la discrimination. Par exemple mettre en place des actions qui luttent contre les inégalités de genre suppose de sortir du système de bi-catégorisation femme-homme car ce système repose sur une hiérarchie des uns sur les unes. Sans une démarche de déconstruction de ces stéréotypes et donc des normes de genre, la tendance revient à considérer les femmes comme un groupe homogène tout comme les hommes formeraient aussi un groupe analogue, groupes pour lesquels il faudrait proposer des réponses séparées. Nous prônons plutôt la « décatégorisation » des espaces et des fonctions pour éviter des usages exclusifs séparant les usagers des usagères. À la question « si on fait un city stade pour les garçons que faire pour les filles alors ? » on doit faire des propositions alternatives et moins segmentantes avec des possibilités d'usages polyvalents, ou d'organisations plus agiles.

Quant à **la ville durable, nous la considérons comme une véritable opportunité pour l'égalité et la lutte contre les discriminations.** D'une part parce qu'elle prend en considération la nécessité de résilience, d'économie de coûts et de moyens, qu'elle prône le partage, l'économie locale, autant d'éléments qui vont servir l'ensemble de la population mais en particulier les femmes dont les conditions économiques sont plus précaires que celles des hommes.

Pour ce qui est du vélo qui serait réservé ou privilégié par les hommes, c'est une vision assez étroite et caricaturale du sujet. Il faut s'interroger à l'aune de l'égalité comment mettre en place des mobilités (et des infrastructures – pistes cyclables larges, hangars à vélo sécurisés) qui permettent aux femmes comme aux hommes d'utiliser le vélo comme mode de transport seul.e, pour aller travailler (avec l'intermodalité), pour déposer les enfants à l'école, pour faire des courses. Il faut adapter l'espace à nos modes de vie et à la complexité de nos vies en tant qu'identité complexe. Tendre vers cet idéal, c'est accepter de transformer nos rôles sociaux. Quand la situation est délicate pour les femmes dans les transports et qu'elles expriment une incapacité de voyager par sentiment d'insécurité, cela peut passer de façon exceptionnelle et transitoire par des mesures comme celles des wagons roses, mais ça ne peut être une fin en soi. Ces mesures doivent s'accompagner de campagnes de communication et de politiques plus coercitives jusqu'au retour à la mixité. Une politique qui vise à développer des moyens pour sécuriser les femmes repose sur la fausse idée qu'elles forment un groupe vulnérable et « soumis » à ce système de domination. Il faut donc en réponse travailler sur plusieurs enjeux à la fois dont celui de l'empowerment. ■

<http://www.genre-et-ville.org>



“ Moins on est conforme à la norme hétérosexuelle virile dominante et moins on a d'emprise spatiale dans la ville. ”

Spécialiste de la géographie du genre, **Yves RAIBAUD** est enseignant-chercheur à l'Université Bordeaux-Montaigne. Auteur de *La ville faite par et pour les hommes* (Belin, 2015), il démontre à quel point la ville se construit sur des normes hétéro-sexuelles et viriles. Il ne cesse de dénoncer la banalisation du harcèlement des femmes dans l'espace public et redoute que la ville dite « durable et intelligente » aggrave encore les inégalités de genre. (Interview réalisée par Anne-Caroline Jambaud, le 15 mai 2018)

### Comment en êtes-vous arrivé à travailler sur l'usage de la ville par le genre ?

Je travaille sur les études masculines et les masculinités depuis les années 2000. Je les ai abordées par la culture puisque j'avais fait ma thèse sur les musiques actuelles : rock, rap, techno, etc. La variable sociologique majeure qui ressortait de mon étude c'est que les musiciens étaient à plus de 90 % des garçons. Ces chiffres ont été corroborés depuis par les études statistiques de la SACEM et de la SACD qui montrent que les musiques actuelles sont un secteur sinistré pour les femmes. Pire encore que tous les autres arts.

J'ai travaillé sur des lieux de répétition des musiques actuelles qui fonctionnent comme des maisons des hommes : les garçons se livrent à une compétition entre eux pour la désignation d'un leader dominant, autour desquels s'organiseront la solidarité et la loyauté du groupe, modèle de la société patriarcale. Ce fonctionnement de groupe passe par des phases d'exclusion fondée sur la hiérarchie des sexes et la norme hétérosexuelle dominante : les rares filles ne sont que tolérées, le garçon qui est exclu est celui qui est considéré comme déloyal, traître, mais aussi celui qui est une fillette, un pédé... quelqu'un qui ne correspond pas aux standards du groupe. Par la suite, j'ai observé longuement sur d'autres lieux de construction de l'identité masculine tels les skateparks et city stades les mêmes principes de fonctionnement.

### La ville reflète les normes sociales dominantes dont elle hérite, mais elle crée également des pratiques nouvelles, spontanées. Ces pratiques nouvelles ne peuvent-elles changer, progressivement, ces normes et aller vers un rééquilibrage entre les sexes ?

À chaque fois qu'il y a de nouvelles cultures urbaines, il y a presque de façon fatale, un renouvellement des cultures masculines. Les pratiques sportives urbaines comme le skate, le roller ou le BMX, comme pour le rock, ont d'abord poussé de façon anarchique dans la ville avant d'avoir leurs lieux dédiés dans la ville. Désormais, d'autres cultures émergent comme le parkour (escalade urbaine), ou le *street workout*, autrement dit la musculation dans des aires de fitness avec des garçons torse-nu qui montrent leurs muscles. **Dans l'espace public on voit bien que ces espaces masculins se multiplient et se renouvellent, et ce qu'on salue souvent comme une innovation, n'est qu'une nouvelle culture masculine.** Le skate park remplace le terrain de boules. En l'absence de conscience de cette homogénéité de sexe, on continue de créer des espaces qui forment un continuum d'espaces masculins, du grand stade au terrain de boules. Ils se prolongent avec les terrasses de café et les rues où les hommes stationnent, et trouvent un écho dans les manifestations culturelles affichées dans la ville qui sont constamment reliées aux standards des cultures masculines hégémoniques, viriles et hétérosexuelles.

## Quels sont les principaux obstacles à la pratique de la ville par les femmes ?

Outre cette présence permanente des cultures masculines dans la ville, les femmes sont empêchées par les tâches domestiques puisque ce sont elles qui continuent à faire 75% des accompagnements d'enfants et 60% des tâches ménagères. Elles ont donc beaucoup moins de temps de loisirs. Deuxième élément : dès qu'elles sortent dans la rue, elles sont des « proies sexuelles potentielles ». Il apparaît normal au « male gaze », le regard masculin, de les jauger, de les dévisager, avant qu'elles ne soient suivies, draguées lourdement ou même agressées sexuellement.

## Plus encore que sur la norme masculine, la ville fonctionne, selon vous, sur la norme hétérosexuelle...

Oui, la ville fonctionne sur l'hétéro norme. Il faut sortir de la dichotomie f/h et voir que cette norme n'est pas simplement masculine, elle est hétéro-sexuelle et virile. Quand vous êtes sur un skate park ou un terrain de foots, maigrichons et maladroits s'abstenir ! C'est vraiment le lieu des musclés. On retrouve cette norme virile qui exclut le fait d'être efféminé ou fragile dans la ville, dans le travail que nous avons réalisé avec le sociologue Arnaud Alessandrin sur la géographie des homophobies. On a interrogé les lesbiennes, gays, bis, trans pour leur demander comment elles et ils vivaient la ville. **En terme de géographie, moins on est conforme à la norme hétérosexuelle virile dominante et moins on a d'emprise spatiale dans la ville.** Si vous êtes un peu efféminé, si vous avez un peu de khôl sous les yeux ou à l'inverse trop musclée ou poilue, un rien peut alerter les gardiens de la ville, cette « police du genre » que représentent les garçons virils et dominants, qui repèrent de la terrasse d'un café ou d'un coin de rue les gradients de virilité des hommes comme les gradients de féminité des femmes. Le « male gaze » juge les femmes selon qu'elles sont grosses, moches, baisables ou canons, mais aussi les hommes selon qu'ils sont efféminés, sportifs, virils, etc. La police du genre, dès la cour de récréation, ce sont des leaders – plus souvent des garçons, quelquefois des filles –, qui observent si chacun est bien conforme, si les garçons jouent avec un pneu et pas une corde à sauter. Lorsqu'un garçon joue trop avec les filles ou avec des jeux de filles, il peut être violemment rappelé à l'ordre par les autres garçons.

## Ces schémas ne sont-ils pas en train de changer ?

Non, je pourrais vous montrer des films tournés en maternelle, c'est pareil. La sociologue Sylvie Ayrat montre que **le fondement du harcèlement scolaire est presque toujours un harcèlement sexuel, et les garçons en sont, d'après une étude récente, presque autant victimes que les filles.** Selon qu'on est gros, moche, roux, ou trop belle, ou trop intelligente : il ou elle est pris.e en grippe par une communauté qui le ou la persécute, pour des raisons qui sont essentiellement des raisons de genre, de jalousie, de rivalité. Le genre est une variable centrale de la violence sociale. Il n'y a pas de djihadisme féminin, ou très peu, pas de violence urbaine féminine, ou très peu. La violence des femmes peut avoir augmenté de 3 à 5% mais il y a toujours 95% d'hommes en prison. Tout le budget du ministère de la Justice est essentiellement consacré aux hommes ! Plusieurs autres budgets de l'État d'ailleurs : la guerre c'est les hommes, la justice c'est les hommes, les sports c'est les hommes... La collectivité publique leur consacre des budgets gigantesques ; le coût du masculin est très important.

## Les spatialités et les mobilités sont-elles si différentes entre les hommes et femmes ?

Oui, il y a un type de mobilité très spécifique des femmes qui marchent la nuit : ni trop vite pour ne pas montrer qu'elles ont peur, ni trop lentement de crainte de se faire aborder. On relève également que les hommes apprennent dès leur enfance à percuter, à aller sur une ligne droite, et les femmes à éviter. Une femme qui croise un homme sur le trottoir aura tendance à faire un pas de côté pour le laisser passer. L'homme considérera qu'il a le droit d'aller tout droit. On le voit aussi dans les couloirs de piscine ! Ça fait partie des apprentissages de l'école avec **le terrain de foot au milieu de la cour de récréation, qui institue la centralité masculine et la périphérie féminine.** La géographe Edith Maruéjols montre de façon très fine

comment les enfants apprennent la spatialité conforme à leur genre, dès la cour de récréation. Les filles font un usage des périphéries, ce qui impose de choisir des jeux qui prennent peu de place, des jeux statiques ou qui ne débordent pas, alors que les garçons, dès le départ, s'emparent du terrain de foot central, dont le ballon ne cesse de déborder sur les espaces périphériques. On voit bien dans ces travaux comment les filles apprennent à tourner autour, à esquiver, à prendre moins de place, et comment les garçons ont cette légitimité de la cour qui fait qu'ils sortent de la classe en criant pour aller coloniser le terrain dont ils occupent les 4/5<sup>e</sup>.

### Ces structures du genre dans l'espace que l'on observe dès la cour de récréation, sont-elles vouées à se retrouver dans la conception des villes ?

L'usage des villes ne se transmet pas simplement de génération en génération, il est sans cesse reconstruit. C'est pour cela que ça m'intéresse de travailler sur les skateparks et les city stades. De même qu'à chaque reconstruction d'école, si on n'y pense pas, on créera un terrain de foot au milieu de la cour de récréation, dès qu'on reconstruit un quartier, on met un skate park ou un city stade au milieu de la place. Il y a une continuité de la construction de la ville avec cette idée qu'il est absolument nécessaire qu'il y ait des espaces pour les jeunes, dont on ne dit jamais que ce sont les jeunes garçons. Lorsqu'on le fait remarquer on nous dit : oui mais c'est précisément eux qui posent problème, ils ont besoin de se défouler ou de canaliser leur violence, etc. C'est vrai pour tout : on pense qu'ils ont plus besoin de jouer, plus besoin de manger, donc on les nourrit davantage. **Il y a toute une anthropologie du masculin qui montre comment les garçons sont toujours l'objet d'attentions soutenues, beaucoup plus que les femmes.**

### Que révèle la cartographie des déplacements des femmes en ville ?

**Les cartes de mobilité des femmes montrent des circulations différentes des femmes, empêchées par des « murs invisibles »** comme le montre le géographe Guy Di Méo. On voit dans ces cartes des discontinuités, des endroits infranchissables, des passages impossibles des zones de non droit, des évitements. Quand on fait des entretiens, on se rend compte que ces évitements viennent toujours d'un renseignement qui a été donné, ou d'une expérience qui a été vécue. Si vous avez été suivie par un homme, si vous avez eu peur dans une rue, le lendemain vous allez choisir un itinéraire de contournement plutôt que de repasser dans cette rue. On voit bien ce côté discontinu de la ville pour les femmes. Principalement pour des raisons de sécurité quand elles sont seules. Mais aussi parce que ce sont elles, majoritairement, qui accompagnent les enfants, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées. Là il y a des itinéraires compliqués quand on a une poussette ou des affaires à récupérer... Il y a aussi des endroits de bousculade où les femmes, notamment quand elles sont enceintes ou avec des jeunes enfants, hésitent à aller. Et puis il y a aussi ces femmes âgées de 80 ans ou plus qui sont majoritaires dans leur classe d'âge : leurs conditions d'accès à la ville deviennent difficiles.

### Vous estimez que la ville durable, qui privilégie les déplacements à vélo notamment, creuse les inégalités. Cela paraît paradoxal...

On peut penser que la ville durable est favorable à l'égalité femmes/hommes, mais il faut travailler cette question. L'étude menée à Bordeaux, ville cycliste, montre qu'il n'y a que 38 % de femmes à vélo, ça descend à 30 % dans certains endroits et 25 % à certaines heures. Les raisons sont multiples, mais je vous donne un exemple : les femmes cyclistes arrêtent massivement le vélo à leur deuxième enfant tandis que les hommes cyclistes continuent tous le vélo après leur deuxième enfant. De même, contrairement à ce que l'on pense, le vélo ne rend pas la ville plus sûre la nuit : Les femmes sont harcelées aux arrêts des Vélib, aux feux rouges, elles sont aussi victimes de la misogynie des chauffeurs ou des autres cyclistes, insultes, sifflements, etc. Elles nous disent dans les entretiens que **les incivilités ne cessent pas parce qu'on fait du vélo. Il y a même un sexisme propre au vélo.**

Dans la même étude sur la marche à pied, nous avons filmé des bouts de rue, le matin, le soir, la nuit ; on constate une baisse régulière des femmes qui circulent la nuit, qui sont 20 à 30 % moins nombreuses que de jour, jusqu'à 50 % pour les femmes qui circulent seules. Il y a une crainte de la ville la nuit, qui rejaillit sur la marche à pied, même dans les rues piétonnes. Les femmes qui marchent la nuit sont le plus souvent accompagnées, soit en groupe si elles sont entre femmes, soit par un homme. On voit bien que dans la ville moderne, cool, agréable, comme le centre de Lyon ou de Bordeaux, la crainte de la nuit n'est pas résolue.

**Vous soulignez aussi que la ville sans voiture est plus difficile à envisager pour une femme parce que la voiture est perçue comme un cocon où l'on est en sécurité, surtout la nuit, et parce que les femmes ont des trajets plus discontinus ou plus complexes...**

À chaque fois on retrouve les deux contraintes majeures – la troisième étant l'âge – que sont le sentiment d'insécurité et la peur de l'agression sexuelle d'une part, les contraintes familiales de l'autre. Une étude a été faite à Montréal, sur un quartier résidentiel, avant et après la mise en place de la piétonisation. Il ressort que les mères de familles consacrent entre une demi-heure et trois quarts d'heure de plus de temps de vie par jour en accompagnements.

Dans les enquêtes mobilité liée au ménage réalisées sur la métropole bordelaise on observe que les femmes accompagnent non seulement leurs enfants et leurs parents, mais aussi leurs voisins, leurs amies. Elles sont fréquemment dans leur voiture à accompagner du monde alors que les hommes circulent seuls. Quand il y a une personne en situation de handicap dans la famille, c'est très majoritairement la mère qui s'en occupe. Les femmes s'arrêtent de travailler plus tôt pour s'occuper de leur mère ou de leur beau père âgé. Dans ce cas, les accompagnements se font très souvent en voiture. Du coup, **la piétonisation des villes pose des problèmes supplémentaires aux femmes.**

**Le mouvement #MeToo révèle une prise de conscience importante et une moindre acceptabilité sociale des inégalités de genres. Cette prise de conscience est-elle également à l'œuvre dans les politiques urbaines ?**

Oui il y a un mouvement de fond. Je travaille depuis dix ans avec des villes : Bordeaux, Genève, Paris, Bruxelles... Il y a une réflexion internationale sur ces sujets ; **la question du harcèlement sexuel dans l'espace public est mondiale** ; il y a une prise de conscience générale. C'est ce qu'on appelle un « mainstream », un courant fort pour la place des femmes dans la ville.

En France, les villes s'en sont plus ou moins emparées. C'est un des axes forts de la politique de la ville de Paris, avec, notamment, l'aménagement des 7 places parisiennes avec la clause genre, auquel a participé l'agence *Genre et Ville*.

J'ai participé à mettre en place le budget genré du sport des villes de Bordeaux et Genève qui a amené à reconsidérer ces espaces que sont les skateparks et city stades, et à faire qu'au moins dans les nouveaux espaces comme les quais, il y ait des équipements ou des espaces pour les filles, permettant une réappropriation de l'espace. Il y a eu aussi tout un travail pionnier et très actif sur le harcèlement dans les transports. À Bordeaux, on en est à la deuxième campagne de sensibilisation, un essai va commencer sur les arrêts de bus entre deux stations. Ce qui a convaincu à mon avis le maire, Alain Juppé, c'est la question des ambiances urbaines : **si on veut une ville résidentielle, touristique, agréable, attractive, il faut gérer, entre autres, ce problème de harcèlement de rue et le sentiment d'insécurité.** Les nouveaux arrivants préfèrent une ambiance apaisée, une régulation des rapports entre les femmes et les hommes, des gestions municipales où ces problèmes sont envisagés, où on cherche des solutions pour les résoudre.

**Que pensez-vous du mouvement #Balancetonporc ?**

Dans #Balancetonporc ou #MeToo, tous les hommes sont concernés, représentés par les plus visibles, les blancs, les forts, les riches qui sont balancés. Du coup, il n'y a pas d'équivoque là-dessus : ce sont des dominants. Quand on est porte de la Chapelle ou la nuit du premier de l'An à Cologne, c'est trouble parce qu'on mêle sexisme et racisme, en accusant pêle-mêle

les arabes, les Noirs, les migrants. **L'affaire de la porte de la Chapelle (harcèlement de rue dans un quartier d'immigration) est contrebalancée par l'affaire Weinstein et #Balancetonporc et montre que la domination et la violence masculine sont des phénomènes universels.**

**Comment analysez-vous le phénomène de harcèlement de rue dont on a beaucoup parlé lors des incidents de Cologne ou de la porte de la Chapelle ?**

Les sociologues américaines ont montré dès les années 1980 que **le harcèlement de rue (*street harassment*) est une activité systémique qui a pour but de réguler les rapports des femmes et des hommes dans une ville patriarcale.** Ce n'est donc pas le fait de quelques individus mal élevés mais bien une activité ancienne, culturelle, massive. Ce regard des hommes sur les femmes dans la ville, on le retrouve dans la littérature – avec les flâneurs du XIX<sup>e</sup> siècle, les poètes maudits, les peintres, clients de prostituées de rue. Le harceleur qu'on désigne aujourd'hui a de nombreux ancêtres et ses lettres de noblesse dans la chanson et la littérature. Des guides touristiques américains et anglais, dans les années 1920, conseillaient d'aborder les mininettes, ces employées du textile parisien, pendant leur pause déjeuner au jardin des tuileries. Ces figures qui faisaient partie de la fierté de la ville sont des femmes à qui on ne demandait pas leur avis, qui subissaient le harcèlement des hommes et protestaient déjà, à travers leurs petits journaux syndicaux. **Aujourd'hui encore, la promotion du tourisme international continue à se faire à travers des figures de femmes : vahinés, femmes africaine aux seins nus, beautés créoles ou asiatiques.**

**Sur cette question du harcèlement de rue, y a-t-il un risque de stigmatisation d'une population paupérisée et racialisée qui doit nous retenir d'avancer ?**

Non, il faut avancer, il ne faut pas protéger les harceleurs. Je considère que la verbalisation du harcèlement de rue est une bonne idée. Au moment de l'affaire de Cologne, nous avons écrit avec Sylvie Ayrat un article dans Libération intitulé : « *Cologne une variation ethnique de la domination masculine* », pour montrer que Cologne c'était avant tout une affaire de sexisme, de harcèlement de rue. À la fête de la bière de Munich, aux fêtes de Bayonne, dans les festivals d'Europe, c'est pareil. Mais à Cologne, tout à coup, il y a une violence collective qui polarise une opinion publique tentée par le racisme sur un événement, alors que les mêmes événements se passent exactement de la même façon lors d'un concert rock ou d'une semaine de Carnaval fréquentés majoritairement par des Blancs autochtones. Après #MeToo et #Balancetonporc, dont la caractéristique est qu'ils sont l'expression massive des femmes elles-mêmes (contrairement aux commentaires sur Cologne ou la rue de La Chapelle, servis par des journalistes, hommes politiques ou philosophes majoritairement de sexe masculin), il me semble qu'on devrait être moins enclins à stigmatiser les étrangers et les jeunes des quartiers populaires, en constatant que c'est pareil partout, y compris dans le milieu du cinéma, à la tête des entreprises, à la télévision ou à l'Assemblée nationale. #MeToo et #Balancetonporc (après Paye ta blouse pour l'hôpital, Paye ta fac pour l'université, etc.) montrent la continuité des violences machistes et les nomment en tant que telles. La violence machiste apparaît ainsi comme une variable sociologique majeure pour expliquer les faits de sociétés.

**On a vu lors de la dénonciation du harcèlement de rue à la porte de la Chapelle qu'il y avait un vrai risque d'instrumentalisation politique, que cela pouvait faire le jeu de l'extrême droite...**

Les associations féministes ne se sont pas trompées : ni racistes, ni sexistes, elles demandent la même loi pour tous. Un harceleur, c'est un harceleur, un violeur, c'est un violeur. Strauss-Kahn ou Weinstein doivent payer comme les autres, et même davantage car ils sont en situation de responsabilité. Il faut éviter les dérives sécuritaires, lorsque des responsables politiques se découvrent tout à coup féministes en prétendant protéger les femmes contre les agresseurs d'origine ou de culture étrangères. C'est un risque que l'on retrouve dans l'histoire des guerres : on accuse l'étranger d'être un violeur, mais combien de fois dans l'histoire les

soldats ont eu carte blanche pour faire régner la terreur avec cette arme de destruction massive des individus qu'est le viol de guerre ? La terreur sexuelle prend les femmes en otage et ne fait que conforter le pouvoir qui protège. Quand Nicolas Sarkozy légitime la guerre en Afghanistan par la défense des femmes afghanes (reprenant les mêmes slogans tenus au moment de la guerre d'Algérie), certains de mes collègues parlent de femo nationalisme, une position symétrique à l'homo nationalisme de Marine Le Pen lorsqu'elle déclare : « *Dans ces quartiers-là il ne fait pas bon être gay* », en parlant des quartiers d'habitants dont les parents ou les grands parents sont originaires des anciennes colonies du Maghreb musulman. Ce sont des stratagèmes connus qui font malheureusement toujours recette faute de connaître ce que peut être vraiment le féminisme politique et une analyse des rapports sociaux de sexe, interagissant avec d'autres rapports de domination tels que « race » ou classe sociale.

### Comment démonter ces stratagèmes ?

Nous montrons dans nos enquêtes (dont la dernière menée avec Marion Paoletti sur le harcèlement des étudiantes sur le campus de Bordeaux) qu'il n'y a pas d'origine type du harceleur, juste des variations culturelles et géographiques du harcèlement. Les exhibitionnistes nombreux qui sévissent sur les campus de Bordeaux sont signalés comme étant plutôt des hommes blancs de 40/60 ans. Les frotteurs frôleurs du bus ou du métro aussi. Les harceleurs de trottoirs, les suiveurs de jour qui harcèlent « *eh t'es bonne, tu me donnes ton 06* » seraient plutôt des jeunes de milieu populaire. Cependant, Mélanie Gourarier nous décrit dans *Alpha mâle* l'existence des « communautés de la séduction », fréquentées sur Internet par des jeunes hommes appartenant aux classes moyennes et supérieures, et ainsi de suite. **À chacun son style, sa technique de prédation, son milieu social, mais invariablement ce sont des hommes.**

Il faut donc réfléchir à la question du genre, et pas seulement des hommes et des femmes, comme variable centrale de la violence sociale. **Si l'on veut que l'espace public soit plus mixte et agréable, on pourrait commencer par arrêter de construire des équipements urbains spécifiquement masculins comme les skateparks, des grands stades, des urinoirs.** Si on veut que la ville soit mixte, quel est l'intérêt pour les villes d'accueillir des compétitions de football où pendant 4 jours des Irlandais ou des Allemands ivres morts abordent toutes les femmes dans la rue ? Des événements 100% masculins qu'on relate comme si c'étaient des jours de fête alors qu'ils sont constamment émaillés d'incidents graves, de bagarres entre supporters, avec la police ? Pourquoi personne ne note-t-il qu'il n'y a aucun équivalent d'événement à 100% féminin ? Avec une telle violence ? On a vraiment un problème avec la violence de ces cultures masculines qu'on prétend universelles alors qu'elles ne sont le fait que d'un sexe. Qu'est-ce qu'on fait de Bertrand Cantat : la une des Inrocks ou pas ? Le Zénith ou pas ? Comment pourrait-on réfléchir d'une façon moderne à la mise en scène du meurtre de Carmen, du viol sur mineure de 15 ans et du suicide de Suzuki dans Madame Butterfly, du chantage sexuel et de la mort de La Tosca, mis en scène de façon de plus en plus crue et violente ? Ne sont-elles pas des répétitions incessantes et pornographiques de meurtres de femmes ? Les cultures masculines violentes sont dominantes dans la culture bourgeoise comme dans la culture populaire. Comme on viole ou on assassine les femmes sur la scène des théâtres bourgeois, on programme Cantat, le rapeur Jules, Orelsan ou Sexion d'assaut sur des scènes de la périphérie. Dans le cinéma, c'est pareil, ce que la spécialiste du cinéma Geneviève Sellier appelle « la femme dans le frigo » : ce sont les films policiers qui commencent tous par une scène où l'on va voir le corps d'une femme à la morgue. La violence, le viol et le meurtre des femmes restent un standard du cinéma d'auteur comme du cinéma populaire, ainsi que des séries les plus vues au monde. **On ne peut pas d'un côté policer la ville et en même temps avoir des caricatures masculines hégémoniques qui continuent à envahir tout.** La question de la culture est importante, il ne suffit pas de dire « *c'est de la création artistique* » et de crier à la censure lorsqu'il s'agit de financements publics donnés à des scènes subventionnées. La ville éducative n'a pas les mêmes missions que le marché, et les lois contre les violences faites aux femmes doivent s'appliquer à tous les secteurs.

## Dispose-t-on désormais d'instruments de mesure ou d'évaluation que permettent de mieux objectiver, et donc corriger les inégalités hommes / femmes dans l'espace public ?

Oui, on progresse dans ce domaine. Le premier élément d'appréciation, c'est le *gender budgeting*, le budget genré. Il s'agit de mesurer combien de femmes et d'hommes bénéficient de l'argent public dans tous les domaines de l'action publique. Les résultats sont frappants. **Dans les études que nous avons réalisées sur le sport et les loisirs des jeunes 75% des budgets publics sont consacrés aux garçons et aux hommes.** Le chiffre est encore plus important si l'on y intègre les équipements sportifs : citystades, skateparks, grands stades, terrains de boules d'accès libre sont fréquentés par plus de 90 % d'hommes et l'on ne cesse d'en construire, alors qu'on ferme les colonies de vacances, qu'on réduit les moyens aux écoles d'art, aux piscines, aux salles de danse et de gym. Dans tous les cas, c'est la non mixité masculine qui bénéficie de la part du lion. Sur les nouvelles mobilités urbaines dans la ville, nous avons expérimenté des instruments de mesure pour objectiver les inégalités : compter les femmes et les hommes à vélo, mais aussi les vélos avec porte-bagage enfant, les tenues, les chaussures, les jupes, pantalons ou shorts, les façons d'utiliser le vélo, prudentes ou acrobatiques... Pour la marche à pied, nous avons filmé des tronçons de rue échantillonnés à 10h, 12h, 14h... 24h, le lundi, le samedi, l'hiver, l'été. Cela peut être complété par un travail de monographie sur un parc public : un.e observateur.trice note le passage des hommes, des femmes, selon l'éclairage, la zone, etc. Ces informations peuvent être complétées par des enquêtes. À partir d'une première enquête en ligne, on identifie les grandes questions avant de réunir des groupes focus de 3 à 6 personnes avec un.e sociologue spécialisé.e qui enregistre tout et qui les fait discuter librement entre elles pour obtenir des explications qualitatives aux phénomènes observés dans la rue ou lors des enquêtes en ligne. Les résultats sont intéressants et très probants. Malheureusement, les études de genre sur la ville sont peu financées pour l'instant, même si elles rencontrent toujours un écho favorable, auprès des élu.e.s comme auprès des médias.

## Parmi les mouvements féministes, lesquels trouvez-vous particulièrement pertinent ?

Il faut distinguer les mouvements féministes et les théories ou concepts qui les inspirent, ce qu'on pourrait appeler l'épistémologie féministe, à condition qu'elle soit à un niveau suffisamment élaboré pour fonder des recherches. Dans ces concepts, l'écoféminisme représente une avancée alliant écologie et féminisme même s'il faut s'extraire d'abord de son aspect « new age », un peu mystique. J'en retiens pour ma part un féminisme politique, qui considère que le patriarcat n'a pas seulement créé un système d'exploitation des femmes mais aussi des « races » et des ressources naturelles, notamment à travers le colonialisme. L'historienne Silvia Federici décrit comment l'esclavagisation des femmes et des populations colonisées s'est durcie à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. D'autres intellectuelles féministes montrent que cette domination va de pair avec une façon de faire violente avec la nature, les animaux, les végétaux, toutes choses qui apparaissent aujourd'hui comme un désastre, prélude à une catastrophe écologique sans précédent. **L'écoféminisme c'est penser globalement la domination, le rapport aux autres, à la nature, à l'environnement, au climat, mais aussi les questions de soin et d'éducation comme enjeux éthiques et politiques**, ce qu'on trouve chez les théoriciennes du care Carol Gilligan et Joan Tronto.

## Une ville pour et par les femmes, ce serait quoi ?

Ce serait, sans hésiter, **une ville agréable pour toutes et tous**. Nous avons travaillé avec le Conseil de Développement de Bordeaux Métropole sur un diagnostic de quartier à Mérignac, près de Bordeaux. Il était question de déplacer un terrain de boules occupé par des hommes décrits comme envahissants et vulgaires. À la place, l'urbaniste envisageait un skatepark. Ce qu'ont proposé les femmes après une marche exploratoire c'est de ne rien mettre du tout, de façon à ce que le terrain soit libre, qu'on puisse garder la possibilité de mettre des tables avec des tréteaux ou une scène, pour faire des bals, une brocante, des repas de quartiers. **Les**

**propositions des femmes sont le plus souvent inclusives** : d'une part parce qu'elles sont majoritaires lorsqu'il s'agit de s'occuper des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap, ensuite car elles ont des engagements généralement plus altruistes du fait de leur éducation. **Les sociologues Sandrine Rui et Eric Macé analysent l'éducation différenciée des filles et des garçons comme allant vers un altruisme obligatoire pour les filles et un égoïsme légitime pour les garçons.** Je trouve que cette formulation recoupe bien les entretiens que nous avons réalisés à l'époque auprès des deux groupes non mixtes masculin et féminin, concernant l'aménagement de cette place.

**Dans tout ce que vous avez pu observer, qu'est-ce qui vous a paru le plus inspirant ?**

Le programme vertueux des villes du nord, où l'égalité fait partie du système politique, l'assemblée est paritaire, de même que la gouvernance des grandes entreprises. En Suède et en Norvège, la réflexion sur l'égalité femmes/hommes est systématique. Nos travaux sur les skateparks et les city stades sont connus en Suède. Certaines villes suédoises ont réalisé qu'il n'y avait que des garçons sur ces équipements. À Malmö, par exemple, la ville a instauré une journée réservée aux filles. Au bout de quelques mois, on a observé une augmentation de la mixité filles/garçons les autres jours de la semaine. Peut-être supprimera-t-on la journée non mixte des filles lorsque la mixité sera rétablie les autres jours de la semaine ? **Au regard de l'égalité face à l'impôt, les Suédois ont considéré qu'on ne pouvait pas créer des équipements qui ne soient pas également fréquentés par les femmes et les hommes.** On en est loin en France, même si des villes comme Lyon, Paris, Rennes ou Bordeaux ont mis en place progressivement les dispositifs et bonnes pratiques pour aller vers des villes égalitaires, condition essentielle pour améliorer les ambiances urbaines. ■



## VILLEURBANNE : UN PLAN MUNICIPAL D'ACTIONS POUR L'ÉGALITÉ DES HOMMES ET DES FEMMES

Engagée depuis dix ans, et de façon volontariste, dans la lutte contre les discriminations, la Ville de Villeurbanne a initié un plan d'action pour l'égalité des hommes et des femmes à Villeurbanne sur la période 2016-2019. Il vise à corriger les inégalités, y compris lorsqu'elles sont structurelles ou liées à la répartition des rôles sociaux, qu'elles touchent les femmes ou les hommes, qu'elles touchent l'origine, l'âge, une situation de handicap ou la condition sociale. Il vise enfin à intégrer l'égalité femmes hommes dans toutes les politiques, de façon transversale. Dans le domaine plus spécifique de l'urbanisme et de l'aménagement urbain, le plan d'action prévoit la mise en place d'un group de travail qui travaillera sur deux axes. Tout d'abord la prise en compte de l'égalité femmes hommes dans les projets d'aménagement et d'équipement, en lien avec

les enjeux de développement durable et de santé publique. Deuxième axe : l'égalité participation des femmes aux concertations existantes, et la prise en compte des usages.

[http://www.villeurbanne.fr/plan\\_actions\\_egalite\\_femmes\\_hommes\\_villeurbanne\\_nov\\_2015.pdf](http://www.villeurbanne.fr/plan_actions_egalite_femmes_hommes_villeurbanne_nov_2015.pdf)

## LE SYTRAL CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXISTE



À Lyon le Sytral, responsable du réseau de transports en commun de la métropole a lancé une expérience originale au printemps 2016. Cinq femmes volontaires ont décortiqué la ligne de bus n°7 qui relie Villeurbanne à Vaulx-en-Velin, l'empruntant jour et nuit, descendant à tous les arrêts, explorant jusqu'aux rues adjacentes. Objectif : détecter toutes les causes d'insécurité pour les femmes.

Suite aux préconisations formulées par ces « ambassadrices » de la ligne 7, le Sytral a lancé une vaste campagne de sensibilisation au harcèlement sexiste dans les transports en commun. Avec le slogan « *tout le réseau fait bloc face au harcèlement sexiste* », le Sytral informe sur les risques encourus en cas d'agression sexuelle et sur les dispositifs d'accompagnement pour porter plainte, ainsi que sur son réseau de 6500 caméras de vidéo surveillance déployées dans les stations, bus et tramways, afin de prévenir le harcèlement.

L'autorité des transports de la métropole de Lyon et du Rhône a également diffusé un guide qui lutte contre le harcèlement sexiste.

<http://magazine.sytral.fr/contre-le-harcèlement-sexiste/>



### **AUVERGNE RHÔNE-ALPES : LES JOURNÉES DU MATRIMOINE**

À l'initiative du mouvement HF pour l'égalité femmes hommes dans la culture –qui est né à Lyon, les traditionnelles journées du patrimoine, le troisième week-end de septembre, se doublent désormais de Journées du matrimoine en Auvergne Rhône-Alpes. L'objectif est de mettre en valeur les femmes, les créatrices du passé et leurs œuvres qui constituent un héritage artistique et symbolique à préserver et faire connaître. Chaque année, un appel à projets est lancé par l'association pour valoriser le matrimoine de notre région. Parmi les projets retenus en 2016 : lecture de textes de femmes créatrices, conférence sur les femmes créatrices, exposition mettant en lumière les femmes d'un territoire (à Seynod, Bourg-en-Bresse, Lyon 8<sup>e</sup>), des balades sur les traces des femmes et du féminin proposées par Filaction, le musée Gadagne d'histoire de Lyon et le conseil de quartier de Vaise, ou encore des visites thématiques sur l'empreinte des femmes assurées par le CHRD, Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon.

---

<https://www.hfauvergnerhonealpes.org/nos-actions/matrimoine/>

### **RILLIEUX-LA-PAPE : DES MARCHES DE FEMMES**

Depuis mars 2016, Brigitte Desmet, conseillère municipale à la Proximité à Rillieux-la-Pape, entraîne les femmes à recréer de la mixité dans les rues, en les invitant à marcher ensemble dans la Ville nouvelle. S'inspirant des actions du collectif « Place aux femmes » d'Aubervilliers, cette initiative visant à investir « *tous ces lieux dont les femmes ont été effacés* » a été renouvelée à quatre reprises et a rassemblé à chaque fois une vingtaine de personnes.

---

WWW.  
MILLENAIRE3.  
COM

RETROUVEZ  
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MÉTROPOLE DE LYON  
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE  
ET DU DIALOGUE PUBLIC  
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03